

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
CAPACITÉ COMMERCIALE
DES
SYNDICATS AGRICOLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 13 décembre 1909, à 1 heure 1/2

PAR

Maurice DOL

Président : M. SOUCHON, professeur.

*Suffragants : { MM. JAY, professeur.
 HITIER, professeur.*

LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr.

L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

CAPACITÉ COMMERCIALE

DES

SYNDICATS AGRICOLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 13 décembre 1909, à 1 heure 1/2

PAR

Maurice DOL

Président : M. SOUCHON, professeur.

Suffragants : { MM. JAY, *professeur.*
HITIER, *professeur.*

LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr.

L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

Dalloz, 1909, 2^e cahier.

Étude juridique sur les syndicats agricoles, ALFRED WAST.

Correspondance du Comité permanent de la vente doublé, numéros des 25 juin, 5 août 1908, articles de M. RIEUL PAISANT.

Journal de l'Agriculture, numéro du 8 août 1908.

Le Mouvement syndical agricole, discours prononcés à Mende et à Rodez en 1908 par M. RICARD, ingénieur agronome.

Le Régime des syndicats agricoles, articles de M. HITIER dans la *Revue d'économie politique* (1909).

Bulletins de la Société des études législatives, 1909, numéros 4 et 5.

Projet RUAU, *Journal officiel* (1908).

Projet GAILHARD-BANCEL, *Journal officiel* (1908).

Projet WALDECK-ROUSSEAU-MILLERAND, *Journal officiel* (1899).

LA
CAPACITÉ COMMERCIALE
DES
SYNDICATS AGRICOLES

CHAPITRE PREMIER

Voici un quart de siècle que les syndicats professionnels ont reçu en France leur charte légale. A l'abri d'une réglementation tutélaire, leur activité a pris un important développement : deux millions d'hommes, tel est l'effectif actuel de l'armée syndicale. Mais pour imposant qu'il soit, ce chiffre ne représente guère, en définitive, que le cinquième de la population laborieuse du pays. Que de chemin à parcourir pour atteindre aux résultats dont certaines nations étrangères offrent le merveilleux exemple !

Certains se réjouissent de la lenteur de cette évolution, la déplorent au contraire ceux qui entrevoient dans l'organisation des travailleurs un des plus puissants instruments du progrès social. Aussi, d'une telle timidité a-t-on parfois recherché les causes. Pour l'expliquer on a invoqué la date récente de l'intervention législative ; on a rappelé la défiance et même

la malveillance dont un certain nombre de patrons n'ont jamais voulu se départir à l'égard des associations professionnelles ; on n'a eu garde d'oublier de signaler les excès commis par quelques-uns de ces groupements.

Peut-être aussi faut-il faire la part de l'instinct naturel et des nécessités sociales qui, obligeant chacun à pourvoir à la sécurité du gain quotidien, poussent les plus désintéressés à sacrifier à leur quiétude personnelle le succès de l'œuvre collective. A quelque explication que l'on s'arrête, il est un fait que nul ne saurait contester : c'est que les rigueurs de la législation contribuent, dans une large part, à limiter l'essor du syndicalisme.

Au moment de son vote, la loi de 1884 apparut, il est vrai, comme une innovation hardie. Jusqu'alors les associations professionnelles, seules, se trouvaient proscrites. Par un brusque retour de fortune elles bénéficièrent désormais d'un régime de faveur : tandis que les groupements charitables ou scientifiques continuaient à être soumis à la discrétion administrative, les syndicats connurent la pleine liberté.

Mais en proclamant leur libre existence, on limita leur activité. On estima opportun de restreindre leur objet à l'étude et à la défense des intérêts économiques ; on mit un terme à l'extension de leur patrimoine ; on borna le champ de leurs efforts ; et par crainte de coalitions trop influentes, on priva leurs unions de la personnalité civile.

L'heure n'est-elle point venue, après vingt-cinq

années d'expérience, d'entr'ouvrir la barrière qui les enclôt, et d'élargir leur horizon? Ne convient-il pas de continuer l'œuvre d'organisation entreprise, et suivant les termes mêmes d'un de ses plus hardis pionniers, M. Waldeck-Rousseau, « de favoriser l'essor de l'esprit d'association, de le stimuler, de faciliter l'usage d'une loi de liberté, d'en rendre la pratique aisée, d'aplanir sur sa route les difficultés qui ne sauraient manquer de naître de l'inexpérience et du défaut d'habitude de cette liberté? »

CHAPITRE II

Au début donc de cette étude sur la capacité commerciale des syndicats agricoles, nous ne saurions mieux faire qu'étudier la situation créée sous ce rapport par notre loi fondamentale. L'article 3 de la loi du 21 mars 1884 précise que « les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. » L'« étude », c'est-à-dire la recherche des moyens propres à améliorer ou à maintenir la situation économique de la profession et de ceux qui l'exercent ; la « défense », c'est-à-dire la mise en œuvre de ces moyens. Quant aux intérêts que l'association peut étudier ou défendre, ce sont uniquement les intérêts économiques ; car, il importe de le remarquer, les mots « industriels, commerciaux et agricoles » ne sont dans l'article 3 que des qualifications spéciales du mot « économique » qui les précède, et dont ils précisent le sens.

Les intérêts économiques dont un syndicat peut se constituer le défenseur sont d'ailleurs, non seulement les intérêts généraux de la profession, mais encore ceux qui, ayant un caractère professionnel, se trouvent être simplement communs à tous les membres

de l'association. Bien que l'article 3 ne l'exprime pas, cela n'est pas douteux, ses origines le démontrent : Dans le projet primitif cet article était conçu dans les termes actuels. La commission de la Chambre des députés crut devoir préciser davantage et rédigea ainsi ce texte : « Les syndicats professionnels ont pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels et commerciaux, *communs à tous leurs membres, et des intérêts généraux de leurs professions et métiers.* »

C'est ce texte qui fut voté par la Chambre le 9 juin 1881 et par le Sénat en première lecture le 8 juillet 1882. Mais lors de la seconde délibération au Sénat, la commission proposa et fit adopter le 31 juillet 1882 la suppression des mots ajoutés par la commission de la Chambre. Le rapport supplémentaire de M. Marcel Barthe justifie ce retranchement en disant qu'il a pour but unique d'éviter que les mots « défense des intérêts généraux » puissent servir de prétexte à des discussions politiques au sein des syndicats.

De son côté, le rapport de M. Lagrange, lors du retour du projet à la Chambre, en proposant de ratifier cette modification, a soin de constater « qu'elle ne restreint en aucune manière le cercle d'action des associations syndicales, et que celles-ci conservent le droit de se livrer à l'étude et à la défense des intérêts économiques communs à tous leurs membres, et des intérêts généraux de la profession. » Ce point n'a été l'objet d'aucune contestation en séance publique ; la portée de l'article 3 à cet égard paraît

donc certaine: les syndicats ont compétence pour pourvoir à l'étude et à la défense des intérêts économiques qui sont simplement communs à leurs adhérents.

Paragraphe 2. — Le législateur de 1884, après avoir ainsi déterminé avec une précision suffisante l'objet des associations professionnelles, a estimé superflu de s'attacher à indiquer quels seraient les moyens laissés à leur disposition pour l'exercice de leurs attributions d'étude et de défense économique. Il s'est borné à énumérer, dans l'article 6, un certain nombre d'actes que pourront accomplir les syndicats (actions en justice, emploi de leurs ressources, organisation de sociétés de secours mutuels, création d'offices de renseignements, avis sur les questions professionnelles).

Cette énumération n'est aucunement limitative, cela résulte des termes mêmes de l'article 6 et des explications échangées au cours de la discussion de la loi.

Les auteurs de cette loi, qui créait un organisme nouveau, sur le rôle et le fonctionnement duquel ils étaient loin d'être tous d'accord, se sont attachés à définir l'objet des associations professionnelles, laissant au droit commun et à la jurisprudence la mission de préciser et de compléter leur œuvre.

Il semble donc que, selon la règle ordinaire rappelée plus haut, tout acte qui tend, conformément à l'article 3, à défendre les intérêts économiques des

membres du syndicat, doit en principe lui être permis.

C'est ce qu'a exprimé M. Waldeck-Rousseau, dans une consultation publiée en 1898: « C'est essentiellement dans l'article 3 qu'il faut chercher quels actes sont, d'une façon générale, permis aux syndicats.

« Ici la capacité est limitée, non par une énumération des actes, mais par leur caractère et leur nature. *Il faut et il suffit qu'ils aient un caractère d'intérêt professionnel commun aux adhérents du syndicat.* »

Au nombre des actes de cette nature, ne faut-il pas comprendre notamment l'organisation et la gestion d'offices d'achat des produits utiles à l'exercice de la profession ? En se substituant aux intermédiaires commerciaux pour fournir ces produits à leurs membres, les syndicats procurent à ceux-ci le double avantage d'une réduction de prix importante et d'un contrôle efficace sur la qualité de la marchandise vendue. Diminuer aussi le prix de revient et assurer la loyauté des fournitures, de semences, d'engrais, de produits destinés à préserver les récoltes de certaines maladies, etc..., c'est contribuer à réduire les frais d'exploitation, à augmenter le rendement, et par conséquent à abaisser le prix de revient des récoltes : c'est donc défendre les intérêts économiques des syndiqués. Car « défendre » n'est pas seulement protéger contre les attaques, c'est aussi aider, secourir, soutenir.

En fait on ne s'est attaché, ni dans les divers rapports, ni dans les débats publics de la loi de 1884 à fixer la signification précise des mots « étude et dé-

fense », que personne n'a d'ailleurs jamais discutée. Mais des diverses observations échangées sur d'autres points il semble résulter clairement qu'en disant : « Les syndicats ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques », le législateur a entendu, en réalité, signifier purement et simplement : « Les syndicats s'occuperont *uniquement* des intérêts économiques. » On leur interdisait seulement les autres intérêts : politiques ou religieux par exemple.

Paragraphe 3. — Mais alors, il peut arriver que la « défense des intérêts économiques » mène un syndicat à accomplir des actes de commerce ? La loi de 1884 interdit-elle ces opérations quelque part ? Au point de vue moral elle a restreint l'objectif d'un syndicat à l'étude et à la défense des intérêts généraux communs à tous ses membres. Mais ainsi bridée l'action du syndicat conserve cependant une certaine liberté d'allure, semble-t-il ?

Rien dans le texte de la loi de 1884 n'autorise à restreindre les moyens laissés à la disposition des associations professionnelles pour l'accomplissement de leur mission économique.

Si, à la vérité, une entreprise commerciale ne peut être l'objet unique ou même principal d'un syndicat, il semble qu'au contraire on doit déclarer licite l'acte de commerce pratiqué seulement comme accessoire du fonctionnement de l'association, en conformité avec ses statuts, et en vue de la réalisation de son

but, c'est-à-dire pour contribuer à la défense des intérêts économiques de ses membres.

Si un syndicat borne ses opérations à des actes purement civils, la capacité de l'association professionnelle à les effectuer fait encore moins de doutes, puisque ces actes rentrent dans la catégorie de ceux que toute collectivité nantie de la personnalité civile peut normalement accomplir, conformément à ses statuts. D'ailleurs ce serait fausser l'esprit de la loi de 1884 que chercher dans la distinction entre l'acte commercial et l'acte civil le critérium auquel on doit s'arrêter pour déterminer si un acte d'un syndicat, conforme d'ailleurs à son objet et à ses statuts, est licite ou non. L'intention formelle du législateur, telle qu'elle résulte clairement du texte et des commentaires donnés au cours de la discussion, a été simplement de donner aux associations professionnelles un but pécuniairement désintéressé.

Doivent donc leur être interdites toutes opérations aussi bien civiles que commerciales qui auraient un but purement lucratif.

A l'inverse, semblent licites tous actes, commerciaux ou non, qui, sans but de lucre, tendent à l'accomplissement de l'objet assigné à ces associations.

Paragraphe 4. — Les actes coopératifs de consommation vont-ils donc être interdits aux syndicats professionnels? Autrement dit, pour se livrer à ces opérations faut-il nécessairement, comme d'aucuns le

prétendent, se soumettre au régime de la loi de 1867 sur les sociétés?

Pour résoudre cette question, examinons d'abord ce qu'est une coopérative de consommation.

La coopération est une forme d'association qui a pour objectif la suppression des intermédiaires; suppression de l'intermédiaire commerçant, dans l'association coopérative de consommation; de l'intermédiaire patron, dans la coopérative de production; de l'intermédiaire banquier, dans la coopérative de crédit.

La coopérative de consommation est la seule que les syndicats pratiquent. Jusqu'ici cette dernière n'a pas encore été réglementée législativement, seules certaines lois fiscales leur sont applicables. Il n'existe donc aucune définition de ce genre d'association, ni aucune disposition déterminant ses caractères essentiels.

Selon les économistes la coopération de consommation « est l'accord d'un certain nombre de consommateurs pour faire en commun des achats en gros, par eux-mêmes ou par leurs délégués, et se les répartir en détail, en se passant de tout intermédiaire. » Un tel groupement peut être soit permanent, soit accidentel, mais dans l'un et l'autre cas, il présente le double caractère de reposer plutôt sur les personnes que sur les capitaux, et de n'avoir pas pour objet le partage d'un bénéfice. Ces deux caractères, et surtout le dernier, sont ceux qui distinguent l'association de la société. Cette dernière, en effet, d'après l'article 1832 du Code civil, a pour but un partage

de bénéfices, tandis que, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901, l'association a « un but autre que de partager des bénéfices ». *Partage*, et non pas seulement réalisation de bénéfices, disent ces deux textes. Le groupement qui, comme la coopération de consommation, a en vue l'obtention d'un avantage autre qu'un bénéfice partageable, est donc une association et non une société.

De cette absence de but lucratif résulte aussi la conséquence que les opérations des associations de consommation n'ont jamais le caractère commercial.

Il en serait ainsi dans le cas même où une coopérative réaliserait, sur les opérations faites avec ses membres, quelques gains dont elle remettrait le montant, en fin d'année, à ses associés, au prorata des fournitures faites à chacun d'eux. Car ces ristournes (très usitées dans la pratique) sont de simples restitutions de bonis, et non des bénéfices.

On ne peut dire, au surplus, que ceux qui pratiquent la coopération s'entremettent dans la circulation des marchandises (ce qui est, selon certains auteurs, le trait caractéristique de l'acte de commerce); les coopérateurs s'unissent simplement pour acheter les produits qu'ils consomment eux-mêmes.

Nous avons dit que, dans l'état actuel de la législation, la coopération de consommation est en réalité un simple groupement de fait, sans type défini, sans statut légal particulier.

Un tel groupement n'est soumis aux règles édictées par la loi du 24 juillet 1867, sur les sociétés, que

si les fondateurs ont décidé de se placer sous le régime de ladite loi.

On n'a nullement entendu imposer aux coopératives de consommation les dispositions qui y ont été prises. On leur en a simplement offert la faculté, « les laissant libres de choisir, selon leur objet et leur goût, la forme qui leur conviendra le mieux. »

D'ailleurs l'expression société, ou association coopérative, ne se trouve même pas employée une seule fois par la loi de 1867. On ne saurait donc soutenir que la seule forme que puisse légalement prendre un groupement coopératif de consommation soit celle fixée par les articles 48 et suivants de la loi de 1867.

Paragraphe 5. — Mais, à supposer même que pour pratiquer la coopération il faille se soumettre à la loi de 1867, la loi de 1884 a-t-elle eu l'intention d'en décider l'interdiction ? Nous ne pouvons mieux faire ici que citer un passage d'un article de M. Rieul-Paisant, traitant excellemment la question : « Une modification au projet primitif de la loi du 21 mars 1884, en précisant l'objet (purement moral, ce point ne saurait être contesté) des syndicats professionnels, a introduit dans son texte le mot « exclusivement », et sanctionné d'une pénalité les empiétements sur ce qui ne se rapporterait pas à l'étude et à la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. » Pourquoi cette limitation ? Parce qu'en matière de groupements à but moral, la prohibition était alors la règle, la liberté, l'exception. C'est seule-

ment en faveur des intérêts professionnels qu'on voulait établir la liberté d'association ; on interdisait aux syndicats d'aller plus loin dans cette idée, et surtout de faire de la politique ! Mais c'est uniquement dans le domaine de l'association qu'on a cherché à circonscrire la liberté des syndicats. C'est dans ce domaine seulement qu'ils pouvaient empiéter sur une prohibition alors existante. C'est seulement s'ils étendaient leur action comme association, c'est-à-dire leur action morale, au delà des intérêts professionnels, qu'une infraction pénale pouvait exister. Il ne paraît pas que, dans la loi de 1884, on ait jamais prétendu interdire aux syndicats, sous des sanctions pénales, de faire de la coopération. Sans doute M. Ribot indiquait à la Chambre des députés, dans la séance du 28 mai 1884, qu'il ne serait pas possible de laisser des sociétés commerciales se constituer sans les précautions prises à l'égard des tiers par la loi de 1867. Mais les motifs mêmes de l'interdiction énoncée en précisent la portée : On n'a pas le droit, sous forme de syndicat, de créer une société anonyme, parce que notre législation édicte pour ces sociétés une série de règles protectrices de l'intérêt des tiers. Les sanctions de cette prohibition ne doivent d'ailleurs pas être cherchées dans la loi de 1884, elles doivent l'être dans celles, plus sévères, de la loi de 1867 elle-même.

« Mais dans ce domaine, non plus de l'association mais du commerce, continue M. Rieul-Paisant, la loi de 1884, si elle n'ajoute rien, ne retranche rien non

plus : là où on pouvait, sans formalités, se grouper avant la loi de 1884, pour pratiquer le régime coopératif, on le peut encore depuis cette loi.

Rien n'interdisait avant 1884 de dénommer syndicat une réunion d'hommes se groupant pour des achats en commun ; rien n'interdisait non plus à une association licite, par exemple à un comice agricole ou à une société d'agriculture, de pratiquer le régime coopératif, en entretenant par exemple des animaux reproducteurs pour l'usage des exploitations des agriculteurs de sa circonscription.

« Le législateur de 1884 voyait dans les syndicats les cellules mères des œuvres de coopération et de mutualité ; c'est son principal titre de gloire de l'avoir pressenti. Pourquoi aurait-il tressé des couronnes aux uns, et voué aux gémonies les autres suivant qu'ils entreprendraient leur œuvre directement ou indirectement.

« En réalité le groupement de cultivateurs pour la vente, pour l'achat, ou pour l'utilisation des machines agricoles, constitue un contrat innommé, contrat licite qui engendre des droits et des obligations au profit et à l'encontre de ceux qui y ont pris part. Ce contrat était licite avant la loi de 1884 ; on lui donnait parfois le nom de syndicat, mais la loi de 1884 a été sans conséquences juridiques sur sa validité. On connaît plusieurs syndicats antérieurs à 1884, il est étrange de penser que ces syndicats, licites avant la loi, en vertu de la liberté du commerce, aient été frappés de *capitis diminutio* par cette loi, parce qu'elle

a assigné un objet exclusif à des organisations qu'elle a créées sous le même vocable ! Ce n'est pas la loi de 1884 qui sert de régime juridique aux syndicats agricoles, en tant qu'ils pratiquent la coopération, c'est le principe de la liberté de commerce, qui permet aux citoyens de se grouper comme ils l'entendent, pour s'occuper en commun de leurs affaires. »

Paragraphe 6. — Telle est l'interprétation que nous croyons juste parce qu'elle est appuyée sur les textes et sur les faits. Mais il en est une autre, beaucoup moins libérale, et à laquelle on se rattache souvent. Pour ses partisans le syndicat doit se proposer un but en quelque sorte idéal, ou du moins distinct des intérêts particuliers et immédiats de ses membres. Évidemment l'amélioration de la profession favorisera ceux-là mêmes qui l'exercent ; mais ceci ne peut être qu'un effet répercussif de l'action syndicale. Pour le service individuel de ses membres (secours, avantages économiques de différentes natures), le syndicat ne peut jouer que le rôle de promoteur d'œuvres annexes ou complètement indépendantes, fonctionnant à côté et en dehors de lui.

L'interprétation rigoureuse de la loi de 1884 aurait dû conduire, d'après ces auteurs, à refuser à tout syndicat le droit de pratiquer le régime coopératif, même à titre de mandataire gratuit au profit de ses membres.

CHAPITRE III

I. — Mais les lois subséquentes ont peut-être apporté des modifications à la loi de 1884 ?

Sans que ce soit une mesure législative, on trouve sur cette matière un avis du ministre du Commerce Pierre Legrand ; voici dans quelles circonstances : Le président de la Chambre de Commerce avait demandé, vers 1888, que les syndicats agricoles fussent imposés à la patente.

M. Pierre Legrand, ministre du Commerce, d'accord avec le ministre des Finances, lui répondit le 28 avril 1888 qu'il ne pensait pas en principe que les syndicats agricoles puissent être considérés comme faisant acte de commerce « pour avoir créé des offices pour l'achat des matières premières ou des machines utiles à l'agriculture, de manière à les obtenir à meilleur marché et de meilleure qualité au profit de leurs membres ; alors que ces associations sont administrées gratuitement, qu'elles ne retirent aucun bénéfice de leur entremise, et lors même qu'elles prélèveraient une majoration destinée à couvrir les frais de gestion. » Et il ajoute expressément : « On peut dire que la loi de 1884, si elle ne conférait pas le droit de faire des opérations semblables, ne pour-

rait être pour les agriculteurs l'objet d'aucune application vraiment pratique. »

Mais il disait aussi : « Si les syndicats se livraient à des actes commerciaux tels que les définit le Code, ces associations devraient être mises en demeure de se renfermer dans les attributions de la loi de 1884. »

II. — La loi du 5 novembre 1894 a-t-elle étendu les attributions des syndicats agricoles ? On peut le croire en lisant l'article premier de ladite loi, qui dit en effet « que les sociétés de crédit agricole ont exclusivement pour objet de faciliter et même de garantir les opérations concernant l'industrie agricole, et effectuées par les syndicats ou les membres de ces syndicats. »

Mais on en est beaucoup moins convaincu si on se reporte aux travaux législatifs qui ont servi à préparer cette loi. Le projet déposé par M. Méline à la Chambre le 10 mai 1890 avait bien en effet pour but de modifier la loi du 21 mars 1884, et de donner aux syndicats agricoles le droit de faire des actes d'achat et de vente.

Article premier. — « Les syndicats professionnels peuvent, s'ils y sont autorisés par leurs statuts et par dérogation à l'article 3 de la loi du 21 mars 1884 :

1° Acheter pour revendre, louer, et prêter à leurs adhérents les matières premières, machines, outils, engrais, semences, bestiaux, et tous objets nécessaires à l'exercice de leur profession ;

2° Garantir le paiement des achats directement

faits aux producteurs et aux fournisseurs des objets ci-dessus énumérés ;

3° Recevoir de leurs adhérents des dépôts de fonds en compte courant, avec ou sans intérêt, se charger des recouvrements à faire pour eux et par eux ;

4° Vendre pour leur compte les produits de leur profession ;

5° Contracter les emprunts nécessaires pour constituer ou augmenter le fonds de roulement de la société.

Les syndicats seraient ainsi devenus des sociétés commerciales dont les formalités de constitution auraient été réduites à la tenue d'une comptabilité régulière, et au dépôt à la Préfecture d'un état sommaire de leurs recettes et de leurs dépenses.

Mais ce projet devait subir d'importantes modifications ; on supprime la faculté pour le syndicat de faire les opérations de crédit.

« Le texte primitif de la proposition de loi, disait le rapporteur, pouvait laisser supposer que les syndicats professionnels agricoles n'ont pas, en l'état actuel de la législation, la faculté de faire certains actes énumérés au texte. Telle n'est pas la pensée des auteurs. Aussi ont-ils, d'eux-mêmes, proposé la rédaction nouvelle qui ne prête à aucune équivoque :

« Article premier. — Tout syndicat professionnel a la faculté de se constituer en société de crédit, pour faciliter et garantir les opérations de toutes natures, rentrant dans ses attributions, et réalisées, soit par lui, soit par un ou plusieurs de ses membres... Des

membres d'un syndicat peuvent, sans cesser d'en faire partie, se constituer à l'état de société de crédit, aux mêmes conditions que le syndicat, pourvu que leurs opérations se rattachent exclusivement à celles du syndicat lui-même. »

Et il définissait ainsi les attributions du syndicat agricole : «... Elles sont naturellement un peu vagues, et la loi ne pouvait guère les définir nommément puisqu'elle devait s'appliquer aux professions les plus diverses. Mais la formule qu'elle emploie est aussi générale et étendue que possible, et il est permis d'affirmer qu'à la condition de se limiter à « l'étude et à la défense de ses intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles », un syndicat peut faire tout ce qu'il veut. Pour les syndicats agricoles en particulier, et sans qu'il soit besoin de rechercher si la loi avait entrevu l'extension que prendraient leurs opérations, il est admis aujourd'hui qu'ils peuvent servir d'intermédiaire entre le fournisseur et le cultivateur, pour faciliter à ce dernier, aux meilleures conditions possibles, les achats de semences, d'engrais, d'outils, de bétail, et la vente des produits agricoles. »

Ainsi donc, sans modification de la loi de 1884, le rapporteur constatait, sans rechercher si la loi avait bien prévu ces opérations, que les syndicats agricoles pouvaient servir d'intermédiaires entre les fournisseurs et les cultivateurs, tout en spécifiant que les syndicats ne pouvaient pas tout faire, et qu'ils devaient créer des sociétés pour ce qui excéderait

la capacité du syndicat professionnel lui-même.

Une commission extra-parlementaire se réunit alors, qui adopta un texte nouveau qui allait devenir la loi du 5 novembre 1894, ainsi conçu : « Article premier. — Des sociétés de crédit agricole peuvent être constituées soit par la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par une partie de ces membres. Elles ont exclusivement pour objet de faciliter et même de garantir les opérations concernant l'industrie agricole, et effectuées par les syndicats ou les membres de ces syndicats. »

Comme le disait le rapporteur au Sénat : « Ce projet n'apporte aucune modification à la loi sur les syndicats, il édicte seulement quelques modifications complétant la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés. Ces dispositions doivent avoir pour effet de favoriser la création de petites sociétés locales de crédit, en provoquant l'initiative des membres des syndicats agricoles. Ces petites sociétés auront pour but de faciliter aux membres de ces syndicats les opérations concernant leur industrie et spécialement les opérations de crédit. »

Il paraît difficile d'affirmer que la loi du 5 novembre 1894 a donné aux syndicats agricoles des droits nouveaux, et a étendu les attributions qu'ils avaient en vertu de la loi du 21 mars 1884.

Il serait peut-être plus exact de dire le contraire, qu'on a voulu modifier la loi de 1884 pour donner aux syndicats le droit de faire des actes de commerce,

et que cela a été repoussé ; mais il est bon de constater toutefois que la discussion de la loi de 1894 a permis au législateur de déclarer qu'il tolérerait, et on peut même dire qu'il approuvait, les opérations faites par les syndicats agricoles qui groupent les commandes de leurs adhérents pour faire des achats en commun.

III. — On a cru également voir dans l'article 2 de la loi du 17 novembre 1897, portant prorogation du privilège de la Banque de France, une nouvelle extension des droits des syndicats agricoles. Cet article spécifie en effet que la Banque de France peut escompter des effets de commerce souscrits par des syndicats agricoles, « ce qui ne peut raisonnablement s'entendre, a dit M. Rieul-Paisant dans la correspondance du comité permanent de la vente du blé, que d'effets créés pour cause d'opérations d'achat ou de vente. »

Mais il suffit encore de se reporter aux travaux parlementaires pour voir qu'en proposant cette modification à l'article 9 des statuts fondamentaux de la Banque de France établis par le décret du 16 janvier 1808, on n'a pas eu du tout la prétention d'autoriser les syndicats à faire toutes sortes d'actes de commerce, et de bouleverser ainsi la distinction fondamentale qui avait toujours été établie jusqu'ici dans notre Droit français, entre les associations et les sociétés. D'ailleurs, le fait d'accepter les lettres de change ou les billets à ordre provenant de syndicats

agricoles aurait-il signifié que les syndicats constitués d'après la loi de 1884 étaient autorisés à faire des opérations commerciales ? Nous ne le pensons pas du tout.

IV. — Un autre texte législatif sur la même matière des actes commerciaux et des syndicats, celui du 19 avril 1905, mérite lui aussi de retenir notre attention : Son article 9 exempte de la patente les syndicats agricoles qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui en ont fait l'objet. On a soutenu par *a contrario* que les syndicats agricoles pouvaient ne pas se borner à grouper les commandes de leurs membres et vendre toutes sortes de produits et marchandises en se soumettant au paiement de la patente.

De même on a voulu voir une reconnaissance de ces droits étendus, dans l'obligation faite aux syndicats agricoles de se soumettre à la vérification de leurs poids et mesures « lorsqu'ils ont des magasins de dépôt dans lesquels ils livrent à leurs adhérents des quantités variables de marchandises (Cour de cassation, 20 mai 1898).

Mais nous n'admettons pas ce mode de raisonnement pour conclure à une extension intentionnelle des droits des syndicats.

V. — Un autre texte également vient toucher notre matière :

La loi du 29 décembre 1906 autorise l'État à faire

des avances aux associations coopératives agricoles, mais elle concerne uniquement le crédit agricole et la coopération de production, mais non la coopération de consommation, qui nous intéresse plus spécialement ici. Nous ne saurions ici non plus trouver par conséquent de modification à notre loi fondamentale.

CHAPITRE IV

I. — Or, qu'ont fait les syndicats agricoles, quel a été leur but ?

Les syndicats agricoles ont eu au début des préoccupations toutes matérielles, ils ont plutôt commencé tout d'abord par faire de la coopération, par être des associations d'agriculteurs, de professionnels à but tout spécial ; et ce n'est qu'ensuite, plus tard, qu'ils se sont occupés des intérêts moraux, des intérêts généraux de leurs membres, qu'ils ont été alors, à proprement parler, des associations professionnelles. L'achat en commun des matières fertilisantes, à une époque où cet achat comportait tant de risques et de difficultés pratiques pour le cultivateur, a permis aux syndicats agricoles de gagner la confiance des paysans et de développer chez eux l'idée d'association.

Après avoir rendu aux agriculteurs des services d'ordre exclusivement matériel, pour l'amélioration de l'exploitation du sol, après s'être occupés de l'achat en commun des engrais, des machines, avoir favorisé la reconstitution du vignoble par l'achat en commun de plants américains, contribué à l'amélioration du bétail, avoir servi aussi à faciliter la vente des produits récoltés par leurs membres ; après avoir pris

des formes spéciales, telles que les syndicats viticoles, horticoles, les syndicats agricoles se sont efforcés de propager l'enseignement agricole, de créer à côté d'eux des sociétés coopératives ayant une capacité plus grande pour l'achat de tous produits utiles à l'agriculture, même de produits de consommation ordinaire. Ils ont favorisé la constitution de sociétés coopératives de production, de sociétés de crédit agricole, de sociétés d'assurances mutuelles agricoles contre la mortalité du bétail, l'incendie, la grêle, etc...

Après avoir assuré les biens, ils ont assuré les personnes, sous forme de sociétés d'aide mutuelle, de caisses de retraites. Enfin, rentrant plus complètement encore dans leur rôle de syndicats professionnels, ils ont organisé des offices de placement pour les ouvriers, des commissions de conciliation et d'arbitrage; ils ont poursuivi et réprimé la fraude, défendu les intérêts généraux de la profession agricole devant les tribunaux, les compagnies de chemins de fer, les administrations publiques. A côté des syndicats ouvriers, il y a eu, récemment surtout, des syndicats mixtes, spéciaux, groupant à la fois des propriétaires et des ouvriers, qui fixaient d'un commun accord les conditions relatives au travail en confiant à une commission, composée mi-partie d'ouvriers et de patrons, le soin de réviser ces conditions et de prévenir les conflits, ces syndicats s'occupant en un mot de régler pacifiquement et équitablement les rapports du capital et du travail.

En résumé, après avoir rendu aux cultivateurs des

services relevant plutôt de la coopération, les syndicats agricoles se sont occupés davantage ensuite de l'étude et de la défense proprement dites des intérêts professionnels en apprenant en même temps aux paysans français les bienfaits de la solidarité professionnelle et les ressources de la coopération et de la mutualité.

II. — Or tout récemment un orage vient d'éclater dans ce ciel que l'on croyait tout bleu :

Un petit syndicat agricole de la Meuse avait ouvert un magasin où les adhérents trouvaient à acheter au détail toute une série de produits de consommation courante, tels que vêtements, chaussures, denrées alimentaires. Le syndicat achetait les marchandises sans commandes préalables et les revendait en prélevant une bonification de 5 %. Le commerce local s'émut, et sur sa plainte des poursuites furent entamées pour contravention à la loi du 21 mars 1884, aux termes de laquelle les syndicats agricoles ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Une condamnation s'ensuivit, en première instance et en appel, condamnation à une amende contre les administrateurs du syndicat, amende minime du reste, avec application de la loi de sursis.

Mais peu importait le quantum de la condamnation : l'essentiel était la question de principe soulevée dans le débat. Pour que cette question fût vidée, le syndicat condamné saisit la Cour de cassation et celle-ci

a rejeté le pourvoi formé contre l'arrêt de Nancy.

Cet arrêt de rejet a soulevé une émotion considérable dans le monde des agriculteurs et celui qui dirige le mouvement syndical. Les commentaires les plus divers ont été provoqués par cette décision : d'après les pessimistes, ce serait un arrêt de mort contre l'activité syndicale en agriculture, ce serait la ruine de vingt-cinq ans d'efforts intelligents et pacifiques, et la consécration au contraire des syndicats qui, se cantonnant dans un rôle plus idéal, préconisent la lutte des classes et l'action directe. Les syndicats agricoles, si leurs vues sont, au dire de certains, plus terre à terre, ont au moins l'avantage d'aboutir à des résultats très tangibles et sans inconvénients pour la paix publique.

III. — La raison en est, dit-on, que ces groupements ne doivent avoir en vue que des intérêts collectifs : l'intérêt général d'une profession ne se confond pas avec les besoins, même professionnels, mais toutefois individuels de ses membres.

D'après cette théorie, les syndicats devraient en quelque sorte planer au-dessus des contingences de la réalité, et ne pas s'abaisser à des considérations vulgaires sur le prix des matières premières ou la qualité des engrais.

L'association professionnelle doit commettre à ces soins une société coopérative, distincte, quoique sous son étroite surveillance.

Les syndicats agricoles ne l'ont pas compris ainsi,

et peu de temps après la promulgation de la loi du 21 mars 1884, ils se multipliaient déjà, adoptant la théorie, plus logique à notre avis et aussi plus adaptée à leurs besoins, que nous avons ici longuement exposée.

On vit alors des syndicats, composés de patrons et d'ouvriers agricoles et qui étaient des sortes de coopératives autant que des instruments de lutte professionnelle.

Ils achetaient en gros les engrais, les appareils et les outils de culture, les semences, et les obtenant ainsi dans des conditions de prix et de qualité meilleures, ils en faisaient profiter leurs membres. Ils servaient également d'intermédiaires pour la vente des produits des syndiqués : vendant en gros, beaucoup aux administrations militaires, l'opération était plus profitable aux agriculteurs ; l'intérêt public y voyait lui aussi son avantage, car le nombre des intermédiaires était ainsi réduit à un seul, désintéressé, en même temps que la qualité de la marchandise était moins altérée.

En somme, par l'heureuse intervention des associations professionnelles d'agriculteurs, la situation du paysan put être améliorée dans de notables proportions.

Quel est donc cet arrêt de la Cour de cassation dont l'effet a provoqué un tel mouvement d'opinion dans les milieux agricoles ? Nous ne saurions mieux faire, avant de l'examiner, que le reproduire intégralement :

Cour de cassation. — Chambre criminelle

*Syndicat agricole de Consenvoye contre Ministère public
du 29 mai 1908.*

« La Cour,

« Ouï, M. le Conseiller Laurent Atthalin en son rapport, M^e Le Marois, avocat à la Cour, en ses observations, et M. l'avocat général Lénard en ses conclusions. — Vu les mémoires produits à l'appui du pourvoi ;

« Sur le moyen unique pris, par les demandeurs, de la violation ou fausse application de la loi du 21 mars 1884, notamment de ses articles 3 et 9, des lois des 5 novembre 1894, 17 novembre 1897 et 19 avril 1905, article 9, en ce que l'arrêt attaqué a considéré comme une contravention à la loi de 1884 le fait par un syndicat agricole d'acheter pour ses adhérents et de leur livrer, au fur et à mesure de leurs besoins, tous les produits, denrées ou marchandises, qui leur sont nécessaires ou utiles, dans le but de leur procurer une économie ou d'autres avantages matériels alors que la loi précitée de 1884 a autorisé la création des syndicats pour la défense des intérêts des syndiqués, et que les lois de 1894, de 1897 et de 1905, prévoient expressément les opérations dont il s'agit ;

« Attendu que les demandeurs étaient prévenus, comme administrateurs d'une association syndicale agricole, d'avoir contrevenu à l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, en ne limitant pas l'objet dudit syndicat à l'étude et à la défense de ses intérêts notamment en créant un établissement commercial ;

« Qu'il est énoncé en fait, dans l'arrêt, que, au Syndicat agricole de Consenvoye, les prévenus avaient annexé un magasin où les adhérents étaient admis à acheter au détail des marchandises telles que vêtements, produits alimentaires et objets d'utilisation ménagère, que le syndicat s'approvisionnait de ces marchandises *sans qu'il y eût eu, au préalable, de commandes ou de groupement de commandes de ses adhérents*, et les revendait à ceux-ci en prélevant une bonification de 5 0/0, destinée à assurer le salaire du gérant et à couvrir les frais généraux ; que de cet état de faits, souverainement constaté par le juge du fond, il résulte tout d'abord que le syndicat mis en cause *ne pouvait exciper de ce qu'il n'aurait fait qu'exécuter un mandat dans les termes des articles 1986 et suivants* du Code civil ; qu'à bon droit l'arrêt déclare qu'il importe peu que le bénéfice réalisé fût de minime importance, l'article 632 du Code de commerce réputant acte de Commerce tout achat de denrées ou de marchandises pour les revendre ;

« Attendu que sans pouvoir méconnaître d'une manière absolue le caractère commercial des opérations incriminées, les demandeurs soutiennent que, soit sous l'empire de la loi du 21 mars 1884, soit dans les prévisions des lois postérieures visées au moyen, une association syndicale professionnelle peut légalement pratiquer le régime coopératif aux effets d'une vocation propre, et, par suite sans avoir à constituer une société coopérative dans les formes des articles 48 et suivants de la loi du 24 juillet 1867 ;

« Mais attendu que, aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, « les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles », qu'il en résulte que la constitution d'une association syndicale agricole dans

les conditions déterminées par la susdite loi, donne exclusivement vocation à cette association d'étudier et de défendre les intérêts économiques agricoles qu'elle représente, que, d'autre part, les seules dispositions déclarées inapplicables aux syndicats dans l'article 1^{er} de la loi, étant les articles 291 à 294 du Code pénal, et la loi du 10 avril 1834, toutes autres dispositions légales leur sont, par là-même, demeurées applicables ;

« Attendu que vainement le moyen soutient que, en tout cas, les lois des 5 novembre 1894, 17 novembre 1897 et 19 avril 1905, auraient autorisé les syndicats sous l'unique condition d'être régulièrement constitués comme tels à pratiquer les opérations incriminées ;

« Qu'en ce qui touche la première de ces lois, le projet autorisait, il est vrai, les syndicats, par dérogations aux articles 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884, à acheter, pour les revendre ou les louer à leurs adhérents, les objets nécessaires à l'exercice de leur profession et à acquérir des immeubles en vue du fonctionnement de ce service, mais que le législateur a refusé de consacrer une dérogation qui eût transformé le caractère des associations syndicales, et qu'il appert uniquement du texte adopté que les membres des syndicats peuvent, sous certaines conditions de publicité, et à charge de tenir une comptabilité commerciale, constituer des sociétés de crédit agricole dont la personnalité reste essentiellement distincte ;

« Attendu que l'article 2 de la loi du 17 novembre 1897 autorise, il est vrai, la Banque de France à escompter des effets de commerce souscrits par des syndicats agricoles, mais que cette disposition n'a eu en vue que les sociétés de crédit émanées des syndicats depuis la loi du 5 novembre 1894 ; que ce sont ces sociétés mêmes qui sont visées dans l'arti-

cle 2 précité, comme elles le sont dans l'article 40 de la loi du 1^{er} avril 1898 et dans l'article 4 de la loi du 29 décembre 1906 qui prévoit expressément les Sociétés coopératives agricoles constituées par des membres de Syndicats professionnels agricoles ;

« Attendu enfin qu'il ne résulte nullement de l'article 9 de la loi du 19 avril 1905 que les syndicats agricoles aient été autorisés, pourvu qu'ils payent patente, à tenir boutique ou magasin de vente, mais que seulement, si ces syndicats ont enfreint ainsi les règles de leur institution, la situation qui en résulte les soumet, par le fait même, à la loi fiscale ;

« Qu'il suit de là qu'aucune des lois qu'invoque le moyen, n'a eu pour but et pour effet d'attribuer aux syndicats agricoles des droits plus étendus que ceux qu'ils tiennent de la loi de 1884, ni de modifier les conditions fondamentales de leur organisation, telles qu'elles ont été fixées par ladite loi ;

Qu'ainsi la sanction de l'article 9 de la loi du 21 mars 1884 est encourue lorsque les actes définis dans l'arrêt attaqué émanent non d'une Société coopérative constituée par le syndicat en observant les textes qui la régissent, mais bien de l'association syndicale elle-même excipant d'une vocation propre et personnelle qui à cet égard lui est refusée par la loi.

« Par ces motifs :

« Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu le 27 novembre 1907, par la Cour d'appel de Nancy. »

M. BARD, Président.

CHAPITRE V

I. — Tel est cet arrêt lui-même. Étant donnée son importance, il importe avant tout de bien préciser sa teneur.

La Cour reproche tout d'abord au syndicat de Consenvoye d'avoir fait acte de commerce. « Attendu, dit-elle, qu'à bon droit l'arrêt déclare qu'il importe peu que le bénéfice réalisé fût de peu d'importance, l'article 632 du Code de commerce réputant acte de commerce tout achat de denrées ou de marchandises pour les revendre. »

Dès lors il naît un doute en notre esprit : est-ce la présence d'un bénéfice qui donne aux faits incriminés une nature commerciale, quelle que soit sa quantité, ou bien est-ce le simple fait d'acheter pour revendre ? La question présente en effet une grande importance. Car pour la jurisprudence et la généralité des auteurs, il ne faut pas s'en tenir aux termes exacts du Code de commerce pour apprécier la nature d'un achat pour revendre. Le but poursuivi par l'auteur de l'acte est un élément essentiel : il faut l'intention de réaliser un bénéfice.

Or la Cour de cassation n'indique pas nettement si elle adopte ou non le principe général sanctionné

par cette jurisprudence. Elle paraît même le contredire, puisqu'elle énonce en termes absolus que l'article 632 du Code de commerce répute acte de commerce tout achat pour revendre. Cependant ne peut-on pas admettre, au contraire, qu'elle le consacre indirectement quand elle déclare qu'il importe peu que les bénéfices réalisés soient de minime importance?

Le rapport de M. le conseiller Laurent-Atthalin confirme cette dernière interprétation puisqu'il prend soin de relever que les statuts du syndicat poursuivis prévoyaient que l'excédent des prélèvements opérés sur les reventes pourrait constituer un bénéfice pour l'association. La décision de la Cour ne saurait donc être considérée comme contredisant vraiment la jurisprudence. Elle entend simplement faire remarquer que le quantum de bénéfice réalisé, quoique faible, en est un cependant car la loi n'a nullement fixé une limite.

Quoi qu'il en soit, si l'on admet que la portée de l'arrêt actuel soit de décider que la circonstance de laquelle découle le caractère commercial des opérations d'un syndicat est la perception d'une commission, si minime soit-elle, ne serait-il pas logique de conclure de cette jurisprudence que si un syndicat livrait à ses membres, au prix coûtant, les marchandises par lui achetées en gros (en se récupérant de ses frais sur ses ressources générales), les opérations ainsi effectuées, même en les considérant comme des achats et des reventes, ne seraient pas des actes de commerce, et échapperaient aux critiques soule-

vées contre celles du syndicat poursuivi? N'en serait-il pas de même également dans le cas où les excédents laissés après paiement des frais, par les prélèvements opérés, seraient répartis, à titre de ristournes, entre les auteurs des achats? Le soin avec lequel le rapport et l'arrêt insistent sur la circonstance qu'un léger bénéfice a été réalisé, dans l'espèce, et a accru le patrimoine du syndicat, semblerait autoriser une semblable interprétation.

La thèse que soutient la Cour de cassation est que le syndicat doit borner son rôle à celui de mandataire gratuit : « Attendu, dit l'arrêt, que de l'état de fait souverainement constaté par les juges du fond, il résulte que le syndicat mis en cause ne pouvait exciper de ce qu'il n'aurait fait qu'exécuter un mandat dans les termes des articles 1986 et suivants du Code civil. » C'est-à-dire que la Cour fait sienne, en la condensant, la thèse émise par le conseiller-rapporteur Atthalin :

« Nous tiendrons pour acquis d'abord, que le syndicat agricole qui se borne à servir d'intermédiaire entre un de ses membres et un fournisseur ou entre plusieurs de ses membres groupant leurs commandes et un fournisseur, ne commet aucune infraction. L'arrêt (de la Cour de Nancy) le concède nettement, et il ne condamne qu'après avoir, à deux reprises, constaté que tel n'est pas le cas de l'espèce. En effet la répartition pure et simple des marchandises entre les diverses personnes au nom desquelles et pour lesquelles l'achat a été effectué, ne peut constituer

une revente, puisque ce sont les acheteurs eux-mêmes qui prennent livraison des marchandises et les consomment.

Alors le syndicat aura rempli un mandat gratuit dans les termes de l'article 1986 du Code civil. Dans ce cas, d'après l'article 1999, le mandant doit rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a faits pour l'exercice de son mandat. Ne fait donc pas acte de commerce le syndicat qui, servant d'intermédiaire pour le groupement des commandes de ses adhérents, traite directement avec le fournisseur, même s'il fait subir aux matières achetées une majoration qui représente simplement ses déboursés, et qui, s'il reste quelques profits, fait ristourne du trop perçu à ses mandants dans la proportion de leurs commandes respectives.

« Mais encore une fois, telle n'est pas la situation de fait, du moins d'après l'arrêt qui, en fait, vous domine. Nous y trouvons la constatation de l'absence de commandes antérieures aux achats, de la tenue d'un magasin de revente au détail, et de la réalisation d'un bénéfice, si minime soit-il. »

Mais en allant d'un degré plus loin, on peut se demander si l'on doit considérer un syndicat comme faisant du commerce par cela seul, qu'au lieu de distribuer des ristournes, il emploie ses bonis à la constitution d'une réserve. « En cette matière il faut distinguer, ainsi que le fait fort justement remarquer M. Rieul-Paisant : un syndicat qui ne rend aucun compte à ses membres et verse à une caisse noire le

produit de ses opérations, réalise un bénéfice commercial. Mais un syndicat qui met chaque année ses excédents à la disposition de l'Assemblée générale, en lui rendant des comptes détaillés, ne saurait être considéré comme ayant fait acte de commerce, par cela seul qu'il a mis de côté à la fin de l'année une certaine somme destinée à servir de fonds de roulement aux œuvres syndicales. »

Il nous suffit, en approuvant modestement cette opinion, d'ajouter que l'on rencontre quelques décisions en ce sens. Par un récent arrêt, en date du 17 mai 1907, le Conseil d'État a déchargé de la contribution des patentes un syndicat agricole, dont les bénéfices étaient employés à la création et au développement des services d'intérêt professionnel collectif, et des institutions de coopération devant profiter à tous ses membres.

II. — L'arrêt de la Cour de cassation semble également faire un grief au syndicat d'avoir approvisionné ses magasins sans commandes préalables des syndiqués. « Attendu, dit-elle, que le syndicat s'approvisionnait de ces marchandises, sans qu'il y eût au préalable de commandes, ou de groupement de commandes de ses adhérents », et elle semble, par la suite du dispositif, vouloir faire de ce fait une circonstance aggravante, impliquant encore davantage qu'il y a eu acte commercial, puisqu'il y aurait eu : achat pour revendre, bénéfice et approvisionnements sans commandes.

Cependant nous ne voulons pas admettre cette théorie, car nulle part, ni dans le Code, ni dans la jurisprudence, on ne parle comme élément constitutif de l'acte de commerce, de ces approvisionnements préalables. D'ailleurs, à prendre l'arrêt lui-même au pied de la lettre, il ne mentionne aucunement ce fait comme suffisant à donner le caractère commercial.

En somme un syndicat qui achète avec commandes fermes et préalables, agit, s'il remplit son rôle gratuitement, en vertu d'un mandat. S'il achète en prévision, ce qui peut être indispensable, notamment pour des pièces de rechange pour les machines agricoles, il y aura eu mandat tacite ou gestion d'affaires. Pourquoi, logiquement, admettre la première forme et exclure les deux autres, alors surtout que les plus grands services peuvent ainsi être rendus aux agriculteurs ? Il n'y a pas plus d'esprit de lucre dans un cas que dans l'autre, et il ne faut pas supposer que la Cour Suprême, si elle était directement saisie de la question, s'arrêterait à une distinction aussi arbitraire.

III. — Nous lisons également dans l'arrêt la disposition suivante au sujet de la nature des achats : « Attendu qu'il est énoncé en fait, dans l'arrêt attaqué, que, au syndicat agricole de Consenvoye, les prévenus avaient annexé un magasin où les adhérents étaient admis à acheter au détail des marchandises telles que vêtements, produits alimentaires et objets d'utilisation ménagère. »

La question se pose donc de savoir si la nature des achats est incriminée. Il ne le semble pas ; la disposition que nous venons de reproduire n'ayant pas l'intention d'être une circonstance aggravante, mais ayant pour but d'entrer dans une précision plus grande. Car si un syndicat veut servir de mandataire à ses membres, pourvu que ce soit à titre gratuit, personne ne pense assigner à son activité un domaine plutôt qu'un autre. C'est ici l'application du droit commun, semble-t-il.

Si nous voulons être renseignés d'une façon plus explicite, nous pouvons nous reporter, à titre de renseignement, au rapport de M. Atthalin, dont nous avons vu déjà que la Cour avait plusieurs fois adopté les conclusions dans la présente affaire.

« Enfin en troisième lieu, dit-il, nous éviterons de nous arrêter à une distinction que l'arrêt ne signale qu'incidemment et sans y prendre point d'appui, entre les objets qui, comme les engrais, le matériel agricole, etc..., sont exclusivement destinés à l'agriculture, et ceux dont les prévenus en l'espèce tenaient aussi magasin, tels les objets d'alimentation, de vêture, d'éclairage, de quincaillerie, etc. S'il est permis au syndicat de vendre au détail à ses adhérents, sans avoir observé les formalités de la loi de 1867, du sucre, du blé, du sel, des pommes de terre pour les animaux, s'il peut fournir des huiles pour le nettoyage et le graissage des instruments, pour l'éclairage des locaux agricoles, du charbon pour leur chauffage ou leurs moteurs, etc..., pourquoi ne pourrait-il opérer

de même et fournir des objets similaires ou identiques en vue de la nourriture, du chauffage, de l'éclairage, de la vêtue, du couchage du personnel agricole?

« Pas plus que l'arrêt, nous ne nous arrêtons à une distinction qui d'ailleurs, au point de vue pratique, pourrait tout de suite paraître irréalisable. »

Comme le fait remarquer le rapporteur, l'arrêt à casser n'attachait pas d'importance à l'objet des achats. L'arrêt rejetant le pourvoi n'en attache pas davantage.

A la condition donc d'être un mandataire gratuit, le syndicat peut procurer à ses membres tous les produits, par commandes préalables ou non.

IV. — L'arrêt de la Cour de cassation autorise donc tout syndicat professionnel à servir de mandataire à ses membres, pourvu que ce soit à titre gratuit.

Or certains auteurs prétendent lui refuser même cette faculté, en se plaçant à un point de vue, que, si nous ne le partageons pas du tout, nous ne pouvons manquer cependant de trouver assez intéressant.

Voici donc comment s'exprime, et les raisons que donne l'un des représentants de cette théorie :

« La raison en est, dit M. Nast, dans son *Étude juridique sur les syndicats agricoles*, que ces groupements ne doivent avoir en vue que des intérêts collectifs. L'intérêt général d'une profession ne se confond pas avec les besoins, même professionnels, mais toutefois individuels de ses membres. Or avec la théorie du mandat gratuit émise en faveur des

groupements agricoles constitués sous le couvert de la loi de 1884, la Cour de cassation (nous verrons plus loin en quelles circonstances) n'a pas tenu un compte suffisant de ce principe. Ce fléchissement de circonstance n'empêchait pas la Cour Suprême, moins d'un mois après, d'appliquer la loi dans toute sa rigueur contre une association professionnelle, cette fois non agricole.

« Par arrêt du 19 juin 1908, rendu également par la Chambre criminelle, le président du syndicat des confiseurs, pâtisseries et chocolatiers de Marseille s'est vu refuser le droit de poursuivre, ès qualités, en contrefaçon d'une marque déposée par le syndicat, et destinée à être apposée sur une sorte de gâteau.

« Attendu que les intérêts individuels des membres qui font partie d'un syndicat sont essentiellement distincts des intérêts collectifs de la profession que représente le syndicat ;

« Que lors même que la totalité des membres d'un syndicat ferait usage d'une même marque de fabrique, ou de commerce, cette marque n'en garantirait pas moins seulement les intérêts individuels de chacun des membres du syndicat ;

« Que ces intérêts individuels, si nombreux qu'ils soient, ne sauraient être confondus avec les intérêts collectifs de la profession qui seuls sont représentés par le syndicat..... »

« Ces considérants sont significatifs, poursuit M. Nast, on aperçoit tout de suite la contradiction entre les deux arrêts rendus à la même époque. Car

dans l'un et l'autre cas le syndicat exerçait un mandat gratuit. Pour être logique, la Cour de cassation aurait dû admettre que peu importait la gratuité du mandat exercé par un syndicat au profit de ses adhérents. La marque de commerce ou de fabrique sans doute protège les intérêts des membres du syndicat qui en a effectué le dépôt, mais le syndicat lui-même ne l'exploite pas et n'en tire aucun bénéfice. C'est le mandat, même non rétribué, exercé par un syndicat agricole au profit de ses membres, que la Cour de cassation devait refuser de sanctionner, puisque des intérêts individuels, « si nombreux qu'ils soient », seraient-ils même ceux de la « totalité des membres de l'association, ne sauraient être confondus avec les intérêts collectifs de la profession qui seuls sont représentés par le syndicat ».

« Ou il fallait aller jusqu'à cette prohibition du mandat pour les syndicats agricoles (et ceci eût été, à mon sens, dit M. Nast, la vraie solution juridique), ou alors reconnaître à un syndicat professionnel le droit de posséder une marque de fabrique et de la faire respecter. Il est regrettable que sans unité de vues, faute de s'inspirer fermement d'un principe directeur en matière de questions syndicales, la jurisprudence de la Cour de cassation se laisse aller à louvoyer ainsi... »

Malgré l'autorité de M. Nast, nous ne suivrons pas son opinion dans l'étude que nous allons entreprendre à présent de la validité des actes faits jusqu'ici par les syndicats agricoles.

CHAPITRE VI

I. — Il importe tout d'abord d'examiner quelles sont les opérations que font les syndicats agricoles. On peut les classer en quatre catégories :

Dans une première on peut ranger ceux qui suivent à la lettre l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, et se bornent « exclusivement à l'étude et à la défense des intérêts économiques et agricoles » de leurs membres, en provoquant simplement la création d'institutions annexes (sociétés coopératives ou autres) bien distinctes du syndicat, ou en organisant des offices de renseignements. On peut y rattacher ceux qui, sans grouper de commandes, obtiennent des fournisseurs d'engrais ou de produits utiles à l'agriculture des prix spéciaux, ou des remises en faveur de leurs membres, ces prix spéciaux ou ces remises étant consentis ensuite directement aux syndiqués ; ainsi que ceux qui recherchent des débouchés plus rémunérateurs pour la vente des produits récoltés par leurs membres, en laissant les syndiqués traiter directement avec les acheteurs.

Dans une deuxième catégorie on peut classer les syndicats agricoles qui groupent les commandes de leurs membres et traitent avec un négociant au

prix du gros, soit de gré à gré, soit par adjudication au rabais, puis qui se chargent de prendre livraison des marchandises, d'en vérifier la pureté et la composition et d'en opérer la répartition entre les syndiqués. On peut ici aussi ranger les syndicats de vente qui groupent les produits récoltés par leurs membres et en effectuent la vente au nom des sociétaires, obtenant ainsi des réductions sur le prix des transports, et des prix de vente plus élevés. Ces syndicats effectuent, en gare, la répartition des marchandises achetées et le groupement des produits vendus, ou plus fréquemment font ces opérations dans des magasins syndicaux. Les frais de ces syndicats sont couverts par des cotisations perçues, ou bien par une majoration du prix d'achat, ou par un prélèvement sur le produit des ventes ne dépassant pas le montant des frais généraux.

Une troisième catégorie comprendrait les syndicats agricoles qui, sans attendre les commandes de leurs membres, achètent au moment qui leur paraît le plus favorable, des marchandises en quantités à peu près égales à celles qui leur sont ordinairement demandées, et qui cèdent ensuite les produits achetés aux syndiqués en majorant le prix d'achat d'une somme égale, ou légèrement supérieure à leurs frais généraux. — Ajoutons à cette catégorie les syndicats de vente qui reçoivent les produits récoltés par leurs sociétaires, les classent selon leur qualité, les mélangent de façon à avoir des types uniformes, et les vendent en répartissant au fur et à mesure le

produit des ventes aux syndiqués, en ne faisant aussi sur le prix de vente qu'un prélèvement égal, ou légèrement supérieur aux frais généraux.

Enfin une quatrième catégorie comprendrait les syndicats qui ont en fait de véritables maisons de commerce, des boutiques constamment pourvues de marchandises, dans lesquelles leurs membres peuvent, à tout moment, venir acheter les objets ou les denrées qui leur sont nécessaires.

On pourrait y placer également les syndicats de vente qui auraient aussi des magasins de vente au détail, où le public trouverait toujours à acheter les produits agricoles provenant de l'exploitation des membres du syndicat.

Telle est la classification des opérations syndicales que fit M. Louis Tardy, ingénieur agronome, au deuxième Congrès national du Crédit mutuel et de la Coopération agricole.

II. — La question se pose maintenant de savoir si ces opérations rentrent dans les attributions que leur a données la loi du 21 mars 1884: Il ne saurait y avoir aucun doute pour la première catégorie de syndicats, et leur fonctionnement n'a jamais soulevé de difficultés. Mais pour les trois autres groupes, la question de savoir si la loi de 1884 est bien observée est beaucoup plus délicate.

Il semble bien, d'après l'arrêt de la Cour de cassation, qu'il faille être beaucoup moins catégorique. Tout d'abord pour les syndicats rangés dans la quatrième

catégorie, il ne saurait y avoir de doute ; ils font des opérations qui ne sauraient être légalement faites que par des sociétés coopératives ou des sociétés de commerce.

Quant aux syndicats de la 2^e catégorie (commandes préalables par les syndiqués, pour les achats, et vente des produits récoltés au nom des sociétaires), M. Rieul-Paisant inclinerait à penser qu'ils peuvent continuer à faire régulièrement leurs opérations. Voici en effet ce qu'il dit, en citant, du reste, un extrait du rapport de M. le conseiller Laurent-Atthalin à la Chambre criminelle de la Cour de cassation :

« La Cour ne considère pas que l'achat en commun sorte nécessairement de la « défense des intérêts agricoles ». L'arrêt relate, en effet, les faits constatés par la Cour de Nancy, d'où il résulte que le syndicat condamné faisait acte de commerce en réalisant un bénéfice, si minime fût-il, sur ses opérations. La Cour de cassation paraît bien admettre qu'il n'en serait pas de même si le syndicat faisant acte de simple mandataire demandait à ses membres le strict remboursement des dépenses nécessitées par l'exécution de son mandat. L'arrêt oppose expressément l'acte civil, permis aux syndicats agricoles, et l'acte commercial (achat pour revendre avec bénéfice) qui leur est défendu. Le rapport de M. le conseiller Laurent-Atthalin débute à cet égard par une observation des plus importantes et qui fixe de la façon la plus nette et avec l'autorité la plus haute la limite des droits actuels des syndicats agricoles. M. le con-

seiller Atthalin s'exprime en ces termes: « Nous tiendrons pour acquis, d'abord, que le syndicat agricole qui se borne à servir d'intermédiaire entre un de ses membres et un fournisseur, ou entre plusieurs de ses membres groupant leurs commandes et un fournisseur, ne commet aucune infraction. L'arrêt de la Cour de Nancy le concède nettement, et il ne condamne qu'après avoir à deux reprises constaté que tel n'est pas le cas de l'espèce. En effet, la répartition pure et simple des marchandises entre les diverses personnes au nom desquelles et pour lesquelles l'achat a été effectué, ne peut constituer une revente, puisque ce sont les acheteurs eux-mêmes qui prennent livraison des marchandises et les consomment. Alors le syndicat aura rempli un mandat gratuit dans les termes de l'article 1986 du Code civil. Dans ce cas, d'après l'article 1999, le mandant doit rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a faits pour l'exercice de son mandat. Ne fait donc pas acte de commerce le syndicat qui, servant d'intermédiaire pour le groupement des commandes de ses adhérents, traite directement avec le fournisseur, même s'il fait subir aux marchandises achetées une majoration, qui représente simplement ses déboursés, et qui, s'il reste quelques profits, fait ristourne du trop perçu à ses mandants, dans la proportion de leurs commandes respectives.

« Mais encore une fois, telle n'est pas la situation de fait, du moins d'après l'arrêt qui, en fait, vous domine. Nous y trouvons la constatation de l'absence

de commandes antérieures aux achats, de la tenue d'un magasin de revente au détail et de la réalisation d'un bénéfice, si minime soit-il. »

M. Rieul-Paisant pense donc que les syndicats peuvent jouer le rôle de mandataire gratuit en exécution de l'article 1999 du Code civil. M. Rieul-Paisant inclinerait même à penser que les syndicats que nous avons rangés dans la troisième catégorie pourraient aussi continuer légalement leurs opérations : « Les syndicats, dit-il, sortent-ils de leurs attributions lorsque, tout en restant des intermédiaires gratuits, ils achètent en prévision des besoins de leurs membres, et possèdent des magasins pour la livraison au détail des produits achetés ? Ces deux circonstances étaient invoquées dans l'arrêt de Nancy, mais la Cour de cassation, tout en les relevant, n'a pas eu à en examiner la portée juridique, puisqu'elle a trouvé, dans le fait que le syndicat réalisait des bénéfices, une justification suffisante de la condamnation.

« Nous pensons que les syndicats qui achètent en prévision, agissent en vertu d'un mandat tacite de leurs adhérents, ne peuvent être considérés comme faisant des actes de commerce, pourvu qu'ils notent les denrées prises par chacun des syndiqués et leur distribuent intégralement en fin d'exercice, au prorata de leurs achats, l'excédent de leurs prélèvements sur les dépenses. »

CHAPITRE VII

I. — On peut se poser la question de savoir si, à l'heure actuelle, les agriculteurs n'ont pas à leur disposition un régime juridique sous lequel ils pourraient se placer, pour constituer des associations faisant légalement, sans contestation possible, les opérations douteuses, et pouvant posséder des magasins.

Tout d'abord ils peuvent constituer à côté de leurs syndicats, sous leur patronage, et à titre de filiales, des coopératives conformes au type prévu par la loi de 1867 sur les sociétés. C'est la solution qu'ont adoptée certains syndicats, notamment le syndicat central de la Haute-Marne à la date du 3 octobre 1907. A titre d'annexe du syndicat, il crée une coopérative qui s'occupera de l'achat des matières nécessaires aux adhérents. La plus grande partie du capital de la coopérative sera formée avec le fonds de réserve du syndicat, afin de permettre à tous ses membres d'y participer.

Les groupements professionnels peuvent, en second lieu, faire de leurs dépôts et magasins de simples succursales de la coopérative centrale que l'Union a créée rue d'Athènes, à Paris. Voici un extrait de la

lettre que M. Delalande, président, leur a adressée :

« Une autre combinaison permettrait de garantir l'existence des syndicats et de sauvegarder leur action, sans rien modifier dans leur fonctionnement actuel, sans créer aucune société, et en donnant à leurs opérations d'achat et de vente cette forme légale qu'il s'agit de trouver.

« Toutes ces opérations pourraient être faites au nom et sous le couvert de la coopérative centrale que l'Union met à votre disposition. Le magasin du syndicat deviendrait une succursale ou un dépôt de la coopérative centrale, et serait géré, comme cela a lieu actuellement, sous la direction d'un comité local désigné par le syndicat. C'est le système appliqué depuis longtemps dans la Coopérative du Sud-Est par un accord intervenu avec les syndicats des cinq départements qui y sont rattachés. Grâce à cette organisation déjà ancienne, aucun de ces syndicats ne se trouve atteint par l'arrêt de la Cour de cassation, et par suite de la cohésion qui en résulte pour tous les achats, la Coopérative du Sud-Est a été à même de leur rendre des services exceptionnels.

« En adoptant cette organisation, les syndicats n'étant plus absorbés par les préoccupations commerciales pourraient se consacrer plus sûrement à l'organisation de toutes les institutions mutualistes de prévoyance, d'enseignement agricole et d'assurance. »

II. — Mais là seulement ne réside pas la seule solution au problème que nous avons posé. Il y a

encore une autre loi libérale, à laquelle on pense souvent assez peu, et qui pourrait bien être utilisée par les agriculteurs pour faire les opérations des syndicats agricoles qui sont sujettes à discussion, à condition que les prélèvements effectués servent seulement à couvrir à peu près les frais généraux : c'est la loi du 1^{er} juillet 1901. Ce système a reçu l'approbation de M. Thaller, professeur à la Faculté de Droit de Paris :

« J'estime que l'association peut très régulièrement se placer sous le régime des associations tel qu'il résulte de la loi du 1^{er} juillet 1901. La raison qui me guide est celle-ci : la définition de l'association est donnée par l'article premier de ladite loi. Un groupement qui se fonde dans un but autre que de partager des bénéfices, est donc une association. Les autres coopératives ne se proposent pas sans doute de partager des bénéfices entre les coopérateurs, car ceux-ci reçoivent un boni de restitution, ce qui est toute autre chose, mais elles commencent par doter le capital d'un intérêt maximum, dans la mesure où les affaires sociales permettent de le servir. Or cet intérêt est un bénéfice, restreint sans doute, mais assez caractérisé pour répondre à la définition donnée du contrat de société par l'article 1832 du Code civil.

« Vous allez faire toute autre chose : vous éliminez cet élément de rétribution au capital social, vous ne mettez pas davantage en partage l'actif de la coopérative après qu'elle sera dissoute, puisque vous attri-

buez d'avance cet actif à une institution similaire. Vous passez ainsi très certainement de la catégorie des sociétés à celle des associations. »

Du reste, M. Charles Gide signale, dans son livre *Les Sociétés coopératives de consommation*, une coopérative de consommation très florissante et déjà ancienne, car elle date de 1872, la « Société philanthropique de Saint-Rémy-sur-Avre », qui est constituée précisément comme association. Son capital est formé, non par des actions, mais par des cotisations non remboursables. Elle a été autorisée, comme devaient l'être alors les associations, par un arrêté préfectoral.

La loi de 1901 permettrait parfaitement à l'association de posséder les magasins nécessaires à son fonctionnement, et elle permettrait aussi de grouper non seulement des cultivateurs, mais ce qui a parfois été contesté pour les syndicats agricoles, des propriétaires non exploitants, ou même des personnes étrangères à l'agriculture.

III. — *Le syndicat agricole sous forme de mandat.*

— M. Louis Durand, président de l'Union des Caisses rurales et ouvrières à responsabilité illimitée, a préconisé encore un autre moyen de continuer à faire les opérations effectuées par les syndicats agricoles sans faire appel à la loi de 1884. Il s'étonne d'abord qu'on ait qualifié ces associations de syndicats, mais l'explique assez justement en disant que les initiateurs de syndicats « se sont laissés entraîner par la

mode qui voulait que toute l'action sociale soit résumée et synthétisée par le syndicat ». Il déclare ensuite que la vraie forme à adopter, c'est le vulgaire contrat innommé, la convention « sans dénomination propre » dont parle l'article 1207 du Code civil. Il conseille pour cela un simple acte sous seing privé, en autant d'exemplaires que de parties ayant un intérêt distinct ; ou, si on trouve cette formalité trop compliquée ou trop coûteuse encore, un simple mandat sur papier timbré à 0 fr. 60.

D'après M. Durand voici comment on peut procéder :

« Les personnes participant à l'affaire s'entendent verbalement sur les clauses et conditions de leur contrat ; puis elles choisissent entre elles des mandataires (ceux qui auraient composé la chambre syndicale, si l'on eût pris la forme d'un syndicat), et elles leur donnent sur une feuille de papier timbré le mandat de faire les opérations convenues ; le mandat précise les pouvoirs des mandataires, dit s'ils pourront agir séparément ou conjointement, leur donne mission de recouvrer sur les mandants les frais d'administration et les quotes d'amortissement, leur donne pouvoir de contracter au nom des mandants, avec solidarité active et passive (ce qui permet d'ester en justice au nom d'un seul créancier solidaire, sans se soucier de la personnalité civile) et enfin leur impose l'obligation de réunir tous les ans les mandants pour leur rendre compte. On peut ajouter dans ce mandat toute autre

clause que l'on voudra, pourvu qu'elle ne soit pas contraire aux bonnes mœurs.

« Et tout cela, pour douze sous ! »

IV. — Mais beaucoup de bons esprits ont jugé préférable de remédier à la situation actuelle de nos syndicats par un texte législatif. On veut ainsi consacrer officiellement de nouvelles facultés accordées à nos associations professionnelles, puisque la nécessité s'en est fait ouvertement sentir ; et nous aurons ici une fois de plus, en matière législative, l'application du principe anatomique : « Le besoin crée l'organe. »

CHAPITRE VIII

L'arrêt de la Cour de cassation du 29 mai 1908 laissant incertain le droit pour les syndicats agricoles d'acheter en prévision, plus incertain encore leur droit de se constituer des réserves, la loi de 1884 leur interdisant d'autre part d'acquérir des magasins, il a paru nécessaire, pour ne pas heurter les syndicats agricoles en les obligeant à recourir à des coopératives et des associations, d'avoir un texte législatif nouveau les autorisant à faire les opérations douteuses, tout en les laissant placés, quant aux formalités de constitution, sous le régime de la loi de 1884.

I. — Une question dès lors se pose : un tel projet doit-il être spécial aux syndicats agricoles, ou bien être commun à tous les groupements professionnels ? On oppose souvent en effet le travailleur des campagnes au travailleur urbain, on ne leur reconnaît ni les mêmes aspirations, ni les mêmes besoins : le labeur de plein air est soustrait aux influences morbides, aux contacts délétères, au surmenage anémiant. Il est naturellement hygiénique et sain. Il s'effectue en outre dans des conditions économiques spéciales : viticulteur ou bûcheron, cultivateur de blé, de betteraves, ou fermier,

l'agriculteur est généralement isolé. Parmi eux on trouve beaucoup de petits propriétaires, peu salariés. Pour ceux-ci mêmes une situation qu'on ignore à l'atelier ou à l'usine : la communauté de vie et de labeur avec le patron. Les groupements formés par ces travailleurs peuvent-ils par suite être comparés à ceux qu'organisent les ouvriers des villes ? Pursuivent-ils les mêmes buts, ont-ils recours aux mêmes moyens d'action ? Constitués avant tout pour améliorer les conditions de la production, ils apparaissent comme des organes, non de lutte sociale, mais de perfectionnement professionnel. Pourquoi les confondrait-on tous dans une même formule, qui risquerait d'être ou trop restrictive, ou bien trop dangereuse ?

Au surplus, c'est le législateur lui-même qui, à maintes reprises, semble avoir consacré la situation spéciale des syndicats agricoles, c'est pour eux seuls qu'il organise le crédit par la loi du 5 novembre 1894. C'est en vue des seules opérations agricoles qu'il autorise la création des sociétés d'assurances mutuelles, soumises purement et simplement aux prescriptions de la loi du 21 mars 1884. Et lorsque par la loi du 19 avril 1905, il accorde des exemptions d'impôts, songe-t-il à les étendre à d'autres qu'aux « syndicats agricoles qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents, et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes ? »

La pensée du Parlement semble apparaître bien nette dans la succession de ces décisions : les syn-

dicats agricoles ont une place à part, il faut les différencier de tous les autres.

Mais d'autre part, des arguments certainement très forts combattent dans le sens d'une législation générale :

Dans la réalité il n'existe point de démarcation nettement tranchée entre les groupements agricoles et ceux du commerce ou de l'industrie. C'est bien le même esprit qui préside à leur formation, et la même préoccupation d'avantages économiques qui inspire leurs actes. Qu'un syndicat agricole achète pour les revendre à ses membres des semences ou des engrais, qu'un syndicat ouvrier procure à bon compte à ses adhérents leurs outils professionnels, on n'aperçoit dans leurs efforts aucune différence à retenir. Si l'on accorde aux propriétaires ruraux l'avantage d'obtenir leurs matières premières à meilleur compte, pourquoi refuser à ceux des villes (au syndicat des épiciers par exemple) d'acheter les denrées utiles à leur commerce (le sucre en l'espèce, et bien d'autres matières) dans des conditions plus avantageuses. Dans l'un et l'autre cas on peut reconnaître en quelque sorte une matière première. Au surplus, dans la pratique, le syndicat des épiciers pourra fort bien se fournir au syndicat des fabricants de sucre, et réaliser, par la suppression de nombreux intermédiaires, un idéal économique qu'il faut encourager.

L'actuelle unité de la législation n'est-elle pas, après tout, l'image de la vie sociale. La réalité connaît la variété infinie des formes, qui s'entrepénè-

trent et s'entremêlent. Elle ignore les catégories trop nettement tranchées. Cette unité est de plus l'expression même de la solidarité qui existe entre tous les travailleurs d'un même pays. Pourquoi vouloir élever entre la démocratie urbaine et la démocratie rurale un mur pour les séparer, alors qu'il est de l'intérêt social de multiplier leurs points de contact.

II. — Ceci posé, il faut maintenant se demander si l'on doit accorder la capacité commerciale aux syndicats.

D'aucuns veulent la refuser et dans ce camp on rencontre cependant de farouches adversaires qui pour une fois s'accordent ! L'octroi de la capacité commerciale, selon certains esprits, détournera les syndicats de leur véritable objet. L'association professionnelle est, avant tout, un organe de lutte, créé pour l'émancipation du prolétariat. Toutes ses forces doivent être concentrées vers ce but unique.

Rien ne doit venir briser l'homogénéité de ses efforts. Or en accordant au groupement syndical le droit d'acheter et de revendre, on détourne les énergies, qui ne sont que trop rares, de la tâche à laquelle elles se doivent consacrer. Elles abandonneront l'action corporative pour la recherche du lucre. Si l'entreprise commerciale échoue, elle engloutira les ressources modiques dont dispose actuellement l'association. Au contraire si elle prospère, voilà que naîtront au sein d'une organisation qui a besoin de cohésion et de dévouements désintéressés, des com-

pétitions, des rivalités, des appétits. A l'unique souci de l'utilité générale vont se substituer des intérêts individuels misérables. L'amélioration du sort du travailleur sera abandonnée pour l'espoir du gain.

Les ennemis du mouvement syndicaliste voient eux aussi un danger dans l'attribution d'une capacité commerciale aux syndicats. Péril, non pas pour les groupements professionnels qu'ils combattent, mais péril pour la société.

« Permettre aux syndicats de se livrer à des actes de commerce, disent-ils, d'exploiter des entreprises industrielles ou agricoles, c'est les mener directement à l'expropriation des instruments de travail et organiser le triomphe prochain du collectivisme. »

Il n'est pas jusqu'aux apôtres de la coopération qui n'aient manifesté quelque crainte de voir échapper aux sociétés spécialement constituées pour cet objet, des fonctions qu'elles remplissaient au grand profit du public. Si les syndicats se substituent à elles, les intérêts des coopérateurs tendront à s'identifier avec ceux des producteurs, et les droits des consommateurs n'ayant plus de représentants distincts se trouveront peut-être irrémédiablement compromis.

Mais si l'octroi de la capacité commerciale aux syndicats compte de farouches ennemis dans bien des milieux, il n'est pas sans avoir en revanche d'ardentes sympathies.

Rappelons, tout d'abord, que la pensée première des auteurs de la loi de 1884 était de faire de l'association professionnelle le centre de l'activité collec-

tive des ouvriers sous toutes ses formes. On y a renoncé alors par prudence, par défiance ou par hostilité. Il n'en reste pas moins vrai qu'elles ont été entrevues comme la réalité de l'avenir. L'expérience a prouvé combien il importe désormais de revenir à la conception primitive des initiateurs de la réforme.

Il ne s'agit point, qu'on le remarque, d'imposer aujourd'hui aux syndicats une activité déterminée, mais de leur donner les moyens de s'y livrer. Vont-ils refuser la liberté parce que certains d'entre eux en feront peut-être quelque mauvais usage ?

La responsabilité d'exploitations commerciales et la poursuite désintéressée d'un idéal social peuvent parfois ne se point exactement concilier. « Mais un tel conflit, fait remarquer M. Georges Cahen dans son rapport à la Société des Études législatives, n'est-il pas, en définitive, l'image des contradictions incessantes de la vie, et n'est-ce pas l'intérêt des syndicats d'en faire à leur profit l'épreuve nécessaire ? »

Comme compensation à ces risques, les associations ouvrières pourront espérer alimenter leurs caisses de ressources nouvelles, quelque jour abondantes, qui serviront à leur expansion. Elles verront aussi s'accroître le nombre de leurs membres ; car il n'est point téméraire de penser que par l'attrait d'avantages matériels immédiats, les indifférents, les timides, les égoïstes, qui sont légion, se laisseront plus aisément tenter.

III. — Mais si nous accordons une capacité commerciale aux syndicats, doit-elle être intégrale, n'y doit-on pas apporter aucune restriction? Convient-il, en d'autres termes, de leur reconnaître le droit de se livrer à toutes les opérations commerciales?

Tout d'abord pour résoudre cette question, il faut bien considérer que le mouvement législatif auquel on veut aboutir n'a pour but que de remédier à une certaine situation de fait. Or, celle-ci ne comporte point une liberté illimitée : La plupart des syndicats agricoles ne pratiquent que les achats et reventes des objets nécessaires à la production agricole; quelques-uns, la vente des produits du travail de leurs membres. Les associations agricoles ne réclament en général la reconnaissance légale que pour ces opérations déterminées, sans revendiquer une capacité commerciale plus étendue. C'est cette pratique, dans l'appréciation de laquelle la jurisprudence a été hésitante et variable, qu'il convient avant tout de régulariser.

Au surplus, dans ces opérations ainsi comprises, est-il certain qu'il s'agisse à proprement parler d'actes de commerce? au sens que le Code attache à ce terme (art. 632, Code comm.). L'achat d'une marchandise, et l'intention, ou même le fait de la revendre sont-ils des éléments suffisants pour les constituer?

Une partie notable de la doctrine et de la jurisprudence affirme la nécessité d'un troisième élément : l'intention d'y trouver profit. C'est ainsi qu'il a été jugé que « les sociétés coopératives formées en vue

d'acheter des denrées pour les livrer aux associés, soit en nature, soit en produits fabriqués, restent civiles. »

Dans ces conditions on doit pouvoir autoriser la pratique de semblables actes aux syndicats, sans modifier le cercle naturel de leur action.

Les projets que nous allons maintenant étudier se sont inspirés de ces diverses considérations générales.

CHAPITRE IX

Le projet déposé à la Chambre par le ministre de l'Agriculture autorise la création d'associations gérées gratuitement et ne pouvant réaliser de bénéfices commerciaux. « A vrai dire, dit M. Decker-David dans le rapport qu'il fit au nom de la Commission de l'Agriculture qui examine le projet, les organisations nouvelles seront une forme de groupement intermédiaire entre l'association et la société, mais relevant surtout, nous semble-t-il, de l'association. Il nous paraît admis en effet que les groupements de personnes ne poursuivant pas un but de spéculation lucrative, bien que n'ayant pas exclusivement pour objet la satisfaction d'un besoin intellectuel et moral, peuvent être rangés dans les associations, et c'est le cas des groupements professionnels. « Nous considérons comme associations les groupements de personnes « à but désintéressé », par opposition aux sociétés qui ont « un but intéressé ».

Le projet de loi ne donne en effet à ces associations qu'une capacité restreinte, puisqu'elles ne peuvent servir que d'intermédiaires entre les associés et les tiers, elles ne doivent jouer, comme le dit très bien l'exposé des motifs, que le rôle de mandataires

gratuits. Ces nouveaux syndicats seront dénommés « syndicats économiques agricoles ».

Quel sera le rôle des syndicats économiques ? — L'exposé des motifs du projet de loi le dit très bien en indiquant que l'on se propose un triple but :

« 1° Donner aux véritables syndicats agricoles, composés exclusivement d'agriculteurs et gérés gratuitement, qui se bornent à servir d'intermédiaires désintéressés à leurs membres pour l'achat des matières utiles à l'agriculture et la vente des produits provenant exclusivement des exploitations des associés, tous les droits compatibles avec leur état d'association, sans empiéter sur le domaine des lois régissant les sociétés, sous l'empire desquelles devront forcément se placer les syndicats qui ne croiraient pas pouvoir se contenter des facilités nouvelles accordées.

« 2° Limiter rigoureusement la nature des opérations que pourront entreprendre les syndicats économiques agricoles, en proscrivant toutes les opérations concernant la livraison des denrées alimentaires pour l'homme, des articles de ménage, de quincaillerie, de vêture, etc..., qui ne peuvent pas être considérées comme utiles à l'exploitation du sol, et que certains syndicats ont cru, bien à tort, pouvoir mettre à la disposition de leurs membres, faisant ainsi une concurrence injustifiée au commerce local.

« 3° Permettre aux syndicats agricoles de se rendre acquéreurs, non seulement des immeubles nécessaires à leurs réunions, mais encore au dépôt des marchan-

dises et produits désignés à l'article premier, paragraphe 2, du projet de loi. »

Les syndicats seront composés exclusivement d'agriculteurs, dit le projet, et il faut comprendre dans cette locution tous ceux qui contribuent à la production du sol : propriétaires, fermiers, métayers et ouvriers. Par contre des propriétaires non exploitants pourraient y être admis, ce qui était discutable avec la loi de 1884.

Les syndicats ne devront pas réaliser de bénéfices commerciaux, ainsi qu'il est stipulé dans l'article premier. On entend par là qu'ils ne devront pas majorer d'une façon exagérée à leur profit les prix d'achat ou de vente, comme le ferait un commerçant, mais effectuer un simple prélèvement, une majoration, destinée à couvrir les frais de gestion, que ce soit pour l'achat en commun ou pour la vente des produits récoltés par les syndiqués.

On n'a pas fixé de maximum pour cette majoration, on a laissé toute latitude aux intéressés. Si elle excède les frais généraux, ce qui arrivera inmanquablement, le surplus devra être réparti entre chaque syndiqué, proportionnellement à ses opérations avec le syndicat.

L'exposé des motifs nous dit qu'il sera loisible aux agriculteurs d'abandonner cette part qui lui revenait en fin d'exercice, comme cotisation supplémentaire ; ou bien elle serait affectée « à la création et au développement de services d'intérêt professionnel collectif, ou d'institutions de coopération devant profiter à

tous les adhérents, ainsi que l'a reconnu licite un arrêt du Conseil d'État en date du 17 mars 1906. » On pourrait ainsi, toujours d'après l'exposé des motifs, sans avoir rien à déboursier, souscrire des parts à des sociétés de crédit agricole, payer des cotisations aux sociétés d'assurances mutuelles contre la mortalité des bestiaux, contre l'incendie, la grêle, etc..., ou bien enfin à des sociétés de secours mutuels et de caisses de retraites.

II. — Le syndicat économique devra donc remplir un mandat gratuit, mais devra-t-il toujours être préalable d'après le projet que nous étudions ?

En principe on trouve qu'il doit toujours y avoir une commande ferme et préalable. Cependant comme on reconnaît en pratique les inconvénients d'un système aussi absolu, on autorise l'achat préalable par mandat tacite pour les engrais et les matières alimentaires pour le bétail. Les engrais en effet sont en général achetés par voie d'adjudications, ils sont livrables dans certaines conditions ; des prix spéciaux peuvent être établis suivant que les livraisons sont faites dans la saison morte ou non. Il est certain, d'autre part, que le petit agriculteur ne prévoit pas très exactement d'avance les quantités d'engrais dont il a besoin. Du reste l'utilisation de ces produits dépend de la saison qui, si elle est trop humide, au moment des semailles par exemple, peut en diminuer l'emploi et même le supprimer.

Au contraire l'achat préalable de machines agricoles sera interdit.

« On peut supposer, nous dit-on, que les gérants ou administrateurs ont reçu de la maison qui reçoit la commande, des « avantages » dont ne profitent pas les syndiqués. C'est donner lieu à toutes sortes de suppositions regrettables ; c'est aussi forcer les syndiqués à acheter une marque plutôt qu'une autre, et dans ces conditions on ne voit pas bien la différence qu'il y a entre le gérant du syndicat et le représentant de machines agricoles qui vit à ses côtés dans la même localité, et qui, lui, doit supporter d'autres charges fiscales. »

En cette matière donc, le syndicat ne pourra que transmettre les commandes aux diverses maisons vendant ces instruments, les grouper si c'est possible et obtenir d'elles des remises qui, intégralement, doivent être attribuées aux acheteurs.

III. — Le projet du gouvernement pose alors le principe que les syndicats ne doivent pas s'occuper de produits de consommation ordinaire.

Pour cela la Commission de l'Agriculture modifia le projet de M. Ruau en remplaçant dans la nomenclature des marchandises que les syndicats peuvent fournir à leurs membres l'expression « produits utiles » par celle de « produits nécessaires à l'exploitation du sol » qu'elle considéra comme moins extensible.

Elle se plaça ici encore au point de vue de la dé-

fense des intérêts des petits commerçants. On ne doit pas favoriser l'agriculture à leur détriment. Il ne faut donc pas installer à côté d'eux des magasins de quincaillerie, de vastes bazars.

La nomenclature des produits qu'on peut trouver au syndicat, à cet effet encore, ne comprend pas les « outils ». « Les agriculteurs, nous dit M. Decker-David, à ce sujet dans son rapport tendant à l'adoption du projet, trouveront facilement, à des prix modérés, les outils nécessaires chez les commerçants de la région. Il sera d'ailleurs parfaitement loisible au syndicat, si les prix des outils semblaient exagérés, de passer un contrat avec certains commerçants par lesquels derniers consentiraient des remises spéciales aux syndiqués sur les produits achetés par eux. »

IV. — Quant aux syndicats d'outillage agricole, de battage, d'utilisation en commun de machines diverses, vont-ils être possibles? La Commission a pensé que cette question était très délicate, et qu'on pouvait aller loin dans cette voie. Aussi n'a-t-elle pas cru devoir les autoriser. Car le syndicat économique agricole doit être un intermédiaire désintéressé, il doit surtout exercer le mandat gratuit. Or, le fait de posséder des machines en commun pour les louer est plutôt, estime le projet, un acte de société. On a donc cru préférable de laisser aux groupements qui voudront faire spécialement ces opérations, le soin de créer des sociétés coopératives véritables, notamment des sociétés civiles qui nécessiteront peu de

frais de constitution, et pourront profiter des mesures de la loi du 29 décembre 1906.

V. — Les syndicats pourront servir d'intermédiaires pour la vente en commun des produits et des animaux, provenant exclusivement des exploitations des associés. Mais le projet interdit la transformation des produits, c'est le syndiqué lui-même qui effectuera la vente, le syndicat ne servant qu'à rechercher des débouchés nouveaux, à grouper les produits, à obtenir des prix de transports plus réduits.

Les syndicats betteraviers qui rendent de si grands services aux agriculteurs de la région du Nord, notamment en contrôlant les pesées, les prélèvements, les analyses, en obtenant des sucreries des prix plus rémunérateurs, pourront donc utiliser avec profit la loi nouvelle.

Tels sont les principaux services que le projet Ruau est susceptible de rendre aux agriculteurs.

VI. — *Organisation et fonctionnement des syndicats économiques agricoles.* — Les formalités de constitution seront les mêmes que celles qui sont prévues par l'article 4 dans la loi de 1884 : dépôt à la mairie du siège social de leurs statuts, de la liste des administrateurs et directeurs qui devront être français et jouir de leurs droits civils.

On n'a pas cru utile d'aller plus avant dans la voie du préventisme réglementaire, en exigeant un relevé sommaire des opérations, du compte rendu annuel,

dans un lieu public, à un greffe par exemple, où ils pourraient être consultés par les tiers. On a craint de gêner les agriculteurs, et de les effrayer inutilement par cette complication. C'est aux tiers qui traiteront avec le syndicat, ou par son intermédiaire, qu'il appartiendra, s'ils le jugent utile, de demander eux-mêmes communication de ces documents.

VII. — Les syndicats agricoles auraient le droit, si le texte que nous étudions ici devenait une loi, de prendre part aux adjudications militaires et autres, droit qu'ils désirent depuis longtemps obtenir officiellement, car en pratique ils se livraient, à la satisfaction générale, à de semblables opérations. Mais l'arrêt de la Cour de Nancy a eu une répercussion sur les fournitures faites par les syndicats au ministère de la Guerre. M. le Sous-Secrétaire d'État à la Guerre a en effet répondu, le 30 mai 1908, à l'Union centrale des Syndicats agricoles, qu'il approuvait le refus d'achats directs fait par un officier d'administration de la place de Verdun, de traiter avec le syndicat de Chaumont-sur-Aire. Il justifiait ce refus en se basant sur la jurisprudence récente limitant les syndicats à « l'étude et la défense des intérêts économiques ».

Mais, précisément la veille du jour où est datée cette lettre, la Cour de cassation rendait le fameux arrêt, reconnaissant que les syndicats ne sortent pas de la défense des intérêts économiques lorsqu'ils servent d'intermédiaires gratuits à leurs membres. « Au

surplus, nous dit-on, pour justifier la nouvelle faveur accordée aux groupements professionnels, ce n'est pas là faire acte de commerce : il n'y a pas achat et re-vente, non plus qu'intention de faire un bénéfice, il n'y a pas davantage achats en prévision. Le syndicat agit en tant que mandataire gratuit. »

Du reste, l'administration de la Guerre sera en présence d'un syndicat offrant des garanties nouvelles, car le projet actuel refuse aux syndicats économiques agricoles la faculté, donnée par l'article 7 de la loi du 21 mars 1884 aux membres des associations professionnelles, « de se retirer, à tout instant, de l'association », parce que ce serait très dangereux au point de vue des garanties données aux tiers qui sont appelés à traiter avec eux.

VIII. — Les syndicats agricoles pourront-ils effectuer la transformation des produits récoltés par leurs membres? Autrement dit, un syndicat de producteurs d'olives pourra-t-il, non content de vendre les fruits de ses membres, les écraser et vendre ensuite l'huile qu'il en aura tirée?

Le projet Ruau est opposé à cette légère extension aux droits des groupements de producteurs : le syndicat de vente, comme le syndicat d'achat, ne pourra servir que d'intermédiaire. Lorsqu'il joue ainsi le rôle de mandataire, de commissionnaire désintéressé, les garanties des tiers seront toujours suffisamment sauvegardées : il y a d'un côté l'agriculteur, et de l'autre le commerçant, et entre les deux le syndicat,

qui n'est en principe qu'un intermédiaire. Le syndicat ne peut pas modifier lui-même les produits apportés par les syndiqués. S'il doit sortir de son rôle d'intermédiaire, d'agent de recherches, de groupement, nous dit-on, il n'a plus la capacité nécessaire par la raison qu'on ne lui donne pas dans ce projet-ci le droit d'acheter pour revendre les produits nécessaires à l'exploitation du sol. Si l'on tient donc à faire ces opérations de transformation en commun, il sera nécessaire de former une véritable coopérative.

IX. — On peut maintenant se demander, alors que de nouveaux organes syndicaux vont être créés, si les syndicats actuels vont être obligés de disparaître ? Devront-ils se transformer ou se dissoudre pour se reconstituer ?

Ces syndicats n'auront aucune transformation à faire, mais ils devront opter désormais et être, soit des syndicats professionnels, soit des syndicats économiques agricoles d'achat et de vente. Dans le premier cas, ils devront se borner à l'étude et à la défense des intérêts professionnels de leurs membres en abandonnant toutes les opérations ne visant pas les intérêts généraux de la profession, mais les intérêts particuliers de leurs membres, et en fondant à côté un syndicat agricole d'achat et de vente qui pourra, d'ailleurs, être composé des mêmes membres.

S'ils veulent être des syndicats économiques, ils pourront s'occuper d'intérêts matériels, achats et

ventes pour leurs adhérents, et n'auront qu'à limiter leurs opérations aux bornes du présent projet. Si, par hasard, une association voulait persister, et continuer ses opérations sur le terrain économique aussi bien qu'intellectuel, si elle nourrissait auparavant une double activité, il lui faudrait de toute nécessité se conformer à la loi, se scinder en deux organismes distincts.

X. — *Question des unions de syndicats.* — On sait quelle situation leur fut faite par la loi de 1884 ; toute capacité civile leur fut retirée, malgré que ce ne fût pas dans les intentions primitives du législateur.

Les unions s'étaient, en fait, développées nombreuses, quand on se préoccupa vers 1880 de régulariser leur existence. La Chambre des députés, à l'instigation de la Commission, n'hésita donc point à les légitimer. Mais le Sénat qui, en première lecture, avait adopté la théorie de la Chambre, entendit en seconde lecture l'honorable M. Béranger faire un tel tableau des dangers que des fédérations, puissantes par le nombre comme par l'influence, ne manqueraient pas de faire courir à la paix publique, que revenant sur son vote antérieur il repoussa l'article dans son intégralité. La Chambre, appelée à en connaître de nouveau, le rétablit sans hésiter. Dès lors entre les deux assemblées la bataille fut chaude : les uns voyant dans le syndicat supérieur un heureux moyen d'établir une communauté d'efforts, les au-

tres redoutant en lui une sorte de tyran, exerçant une influence générale et despotique sur les associations soumises à son autorité. Vainement le ministre de l'Intérieur, M. Waldeck-Rousseau, joignit-il ses instances à celles du rapporteur qui en était lui aussi partisan : à 19 voix de majorité le texte de la Chambre fut rejeté. Dès lors pour vaincre les scrupules, le rapporteur eut recours à un compromis ; craignant de tout perdre il préféra faire des concessions : les syndicats furent obligés à une certaine publicité, mais aussi privés de la personnalité civile, que d'aucuns redoutaient contre l'instrument d'une puissance excessive.

Le projet Ruau revient-il sur cette solution, improvisée en dernière heure, car en fait on constate l'existence de nombreuses Unions, jouant un rôle des plus heureux, et les craintes qu'on avait à leur sujet paraissent à l'heure actuelle très chimériques.

Le texte proposé est muet à ce sujet, et l'exposé des motifs montre explicitement que l'on n'entend pas accorder les facultés nouvelles. Le régime de la loi de 1884 continuerait donc à s'appliquer sans modifications.

D'autre part, M. Decker-David, dans son rapport, ne se range pas à l'opinion de son ministre. Et il prétend que le fait de ne pas prévoir dans la loi que les syndicats agricoles d'achat et de vente pourront s'unir est un simple renvoi au droit commun. Car la liberté d'association est désormais un droit accordé à tous. Comme l'a fait très justement remarquer

M. Rieul-Paisant dans les observations qu'il a soumises à la Commission de l'Agriculture « si, en 1884 il a fallu un texte spécial pour autoriser et les syndicats professionnels et les Unions de syndicats, c'est parce que toute association de plus de vingt personnes était interdite. La loi de 1901 a fait de la liberté d'association un principe absolu ; il faudrait une loi pour y déroger, en interdisant à une personne, qu'il s'agisse d'un individu ou d'une société, de faire partie d'une Union. Le projet étant muet sur ce point, il n'est pas douteux que les Unions ne soient licites, mais il serait bon peut-être qu'un passage quelconque des travaux préparatoires vint redresser sur ce point l'exposé des motifs. »

Les Unions seraient donc possibles, avec les mêmes droits qui sont reconnus aux associations par la loi de 1901, car le rapporteur prévoit qu'elles pourront se former comme association de syndicats.

Dans ce cas les formalités seront nulles s'il s'agit d'une association non déclarée. Si l'on veut bénéficier d'une personnalité civile il faudra alors faire une déclaration à la préfecture ou à la sous-préfecture de l'arrondissement du siège social, du titre de l'association, de son objet, du siège de celles qui la composent, et faire connaître également les noms, professions et domiciles des personnes qui, à un titre quelconque, sont chargées de l'administration. Dans le délai d'un mois cette déclaration est rendue publique au moyen d'une insertion au *Journal officiel* d'un extrait de cet acte. Deux exemplaires des sta-

tuts sont joints également à la déclaration préalable.

Au surplus, une union d'associations peut fort bien être déclarée d'utilité publique.

Les Unions de syndicats agricoles ainsi constituées bénéficieront alors de la capacité juridique déterminée par l'article 6 de la loi de 1901, c'est-à-dire qu'elles pourront ester en justice, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer au dehors des subventions de l'État, des départements et des communes :

1° Les cotisations de ces membres, ou les sommes au moyen desquelles ces cotisations ont été rédimées, ces sommes ne pouvant être supérieures à 500 francs ;

2° Le local destiné à l'administration de l'association et à la réunion de ses membres ;

3° Les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elle se propose.

Nous aurons donc là une capacité bien plus grande que celle des Unions de syndicats professionnels actuelles.

CHAPITRE X

Examen et critiques

I. — Le projet que nous avons en ce moment à étudier est, tout d'abord, un projet spécial aux agriculteurs. Les motifs qu'on donne de cette solution se trouvent dans le rapport de M. Decker-David. « Il était difficile de modifier la loi du 21 mars 1884 en vue d'étendre la capacité de tous les syndicats professionnels d'abord parce que les syndicats sont loin d'être d'accord pour accepter un semblable cadeau, et parce que le Parlement n'a jamais jusqu'ici voulu entrer dans cette voie, et qu'une proposition semblable nécessiterait de longs débats et n'aurait peut-être pas la chance d'être votée rapidement. »

Retenons, si l'on veut, la dernière considération, d'ordre pratique; mais nous avons vu dans les aperçus généraux que nous avons donnés, qu'il ne s'agissait nullement d'imposer aux syndicats telle ou telle forme d'activité, mais seulement de ne pas la leur interdire s'ils trouvaient leur avantage à s'y livrer. Pourquoi dès lors avoir spécifié « agricoles » dans le texte proposé ? On n'obligeait ainsi personne à accepter les faveurs de la loi, et si d'aventure un syn-

dicat commercial par exemple avait voulu utiliser les facultés nouvelles, rien ne venait s'y opposer.

II. — Un caractère qui frappe également à l'étude du projet Ruau est cette dualité de syndicats, ce dédoublement obligatoire. Évidemment cette scission peut paraître logique dès le premier abord : on décharge ainsi le syndicat professionnel de toute préoccupation matérielle et financière pour lui permettre de se consacrer exclusivement, à son œuvre sociale. D'un côté, comme on l'a dit, le syndicat de progrès social, de l'autre le syndicat des satisfactions économiques.

Mais si la théorie indique cette solution comme désirable, que nous réserve en revanche la pratique ? Il semble bien, au contraire, que si on veut voir se développer les services d'ordre social du syndicat, il faut souder étroitement ces deux éléments. Il faut mener le paysan au syndicat, et l'y retenir par l'appât des avantages économiques, pratiques, tangibles. Ceux-là, il les comprendra tout de suite. Dans ce même syndicat dont il comprend l'utilité au point de vue de ses intérêts immédiats, on développe petit à petit l'œuvre de progrès social. « La seconde plante, plus frêle, a dit fort justement M. Hitier dans un article de la *Revue d'Économie Politique*, plus frêle, croîtra à l'ombre et sous la protection de la première, plus robuste et plus forte.

Mais les défenseurs du projet nous objectent que les mêmes membres pourront faire partie des deux

syndicats, que les statuts pourront prévoir que le fait de faire partie de l'un donne droit, d'office, aux avantages de l'autre, que l'on ne paiera pas deux cotisations, que celle-ci ne sera pas plus élevée qu'auparavant.....

Mais alors ? Le syndicat économique n'apparaît plus que comme une section, une division purement administrative de l'autre ? Pourquoi donc, dans ces conditions, faire un texte législatif spécial, employer une appellation nouvelle pour désigner une branche de l'administration du syndicat qui forcément d'elle-même s'impose : il est de toute évidence que dans une association professionnelle actuelle s'occupant d'achats et de ventes en commun, il y a un personnel compétent, spécialisé à ces opérations.

Or il y a un grand inconvénient, non seulement d'art législatif, si on peut ainsi dire, mais pratique au contraire à adopter, dans des circonstances actuelles aussi retentissantes, un projet créant un organe nouveau qui ne s'impose pas absolument. Car on jette ainsi le trouble dans l'esprit des cultivateurs, qui n'aiment pas être dérangés dans leurs habitudes et auxquels il faut éviter les complications. Songe-t-on en effet qu'il va falloir remanier les statuts des quatre mille syndicats que nous sommes près de compter en France ?

Il faut craindre aussi qu'en leur assignant surtout comme but des opérations d'achat et vente, le projet ne rétrécisse leur horizon et ne risque de leur faire perdre de vue la mission élevée des syndicats

professionnels, qui doivent demeurer avant tout des instruments de défense des intérêts de la profession et des écoles d'éducation morale et de solidarité sociale.

Leur tendance à se cantonner dans le rôle économique est trop grande déjà pour que la loi les y incite encore par son titre et ses dispositions.

Le rôle de la loi est beaucoup plus de consacrer les évolutions sociales, de sanctionner ce qui a été fait de bon et d'utile spontanément, qu'imaginer des combinaisons nouvelles, que réprouvent d'ailleurs la plupart de ceux au profit de qui on prétend les proposer. C'est ainsi que la loi du 21 mars 1884 a régularisé la situation des syndicats professionnels qui, sans souci de la législation existante, s'étaient formés sous l'empire du besoin de coordonner les forces éparses du monde du travail.

Aujourd'hui les syndicats ne demandent qu'à être autorisés à faire ce qu'ils font : pourquoi compliquer la situation d'un nouvel organisme ?

III. — Poursuivons maintenant notre examen critique du projet. Nous savons que le syndicat peut acheter certains produits pour ses membres, en se bornant à jouer le rôle de mandataire gratuit. Quels sont ces produits ? l'article premier nous en donne la nomenclature : « ... engrais, machines, instruments et appareils, des semences, plants, animaux et matières alimentaires pour le bétail, des produits nécessaires à l'exploitation du sol, la destruction des

insectes ou animaux nuisibles, et la lutte contre les maladies cryptogamiques et les intempéries. »

Un oubli, volontaire d'ailleurs, frappe immédiatement : les outils ont été exclus. On nous explique dans le rapport de M. Decker-David, que ces outils se trouveront facilement à des prix modérés chez les commerçants de la région. On se demande dès lors en vertu de quel principe on autorise l'entremise du syndicat pour les « instruments et appareils », et on la refuse pour les simples outils ? On ne peut tout au moins prétendre qu'il y a là une solution démocratique ; tel petit propriétaire se sert d'une faux pour couper son blé ; alors il doit se passer des remises que pourrait lui faire obtenir le syndicat, et s'adresser au commerçant local qui lui-même reçoit ses marchandises d'autres intermédiaires non gratuits ! Mais tel autre gros propriétaire a les moyens d'utiliser une faucheuse mécanique ; alors le syndicat, pour accroître encore le bénéfice qu'il va tirer de l'emploi d'une machine à la place d'un homme, lui procurera ces appareils à bon compte. Et qui d'ailleurs saura délimiter exactement le domaine de l'outil de celui de l'instrument ? De quelque côté qu'on se retourne, on ne voit aucune explication logique à cette solution. Le seul objectif est de ne pas nuire au commerce local. Qui supportera les frais de ces intentions, peut-être d'ordre électoral ? C'est le petit propriétaire au détriment du gros, c'est la logique au profit de l'incohérence !

M. Decker-David, désireux de défendre le projet de

son ministre, insinue « qu'il sera parfaitement loisi-
« ble au syndicat, si les prix des outils semblaient
« exagérés, de passer un contrat avec certains com-
« merçants, par lequel ces derniers consentiraient des
« remises spéciales aux syndiqués sur les produits
« achetés par eux. »

Remarquons ici que l'opération préconisée revient exactement à permettre au syndicat d'acheter aux commerçants de la localité pour le compte des syndiqués. Avec cette différence que les remises consenties dans le système de M. Decker-David seront nécessairement inférieures à celles qu'on obtiendrait d'une commande ferme, en bloc. A ces inconvénients d'ordre pratique il faut joindre celui de n'avoir pas un texte de loi homogène et logique.

D'ailleurs, cette poursuite des intérêts des petits commerçants est-elle bien utile, est-elle bien efficace ? Il semble bien que non, quand on songe que ce qu'on interdit aux syndicats, la première société coopérative venue le fera tout à son aise, et concurrencera avec d'autant plus d'avantages les boutiquiers locaux qu'elle se contentera de vendre sans perte, et ne recherchera point le bénéfice.

La vérité est qu'on a voulu ménager une grosse classe d'électeurs au détriment d'œuvres désintéressées.

IV.— La restriction de l'objet des achats n'est pas la seule qui vienne limiter l'activité du syndicat. Il se pose en effet une question de toute première im-

portance à ce sujet : les achats doivent-ils être précédés d'une commande préalable, ou bien au contraire des approvisionnements peuvent-ils attendre en magasin les demandes des syndiqués ? Si nous nous reportons au rapport du président de la Commission de l'Agriculture, nous voyons, qu'en principe, la commande devra toujours être ferme et préalable. Cependant comme on reconnaît les inconvénients d'une pareille méthode, on permet d'y déroger pour les engrais et les matières alimentaires pour le bétail. En pareil cas le syndicat sera sensé avoir agi en vertu d'un mandat tacite. Mais pour tout le reste : machines, instruments, appareils, semences, plants, animaux, etc., la règle absolue s'appliquera.

Ici encore nous demandons en vertu de quel principe directeur on établit une démarcation entre ces divers produits : ceux dont l'achat préalable s'impose et ceux pour lesquels il est mauvais. Si l'on fait valoir l'incertitude des besoins pour les engrais, nous ne comprenons guère comment on ne peut prévoir les besoins pour « les matières alimentaires pour le bétail », alors qu'on doit prévoir le nombre des animaux.

Ici encore on a eu recours à l'arbitraire comme ligne de conduite, c'est au petit bonheur qu'on a fait cette classification.

Mais pourquoi faire, après tout ? Pour interdire aux syndicats une faculté de droit commun, le mandat tacite ou la gestion d'affaires ! Il y a peut-être là quelque chose de très dangereux pour l'ordre

public, mais cela nous échappe alors complètement !

Croit-on que l'achat à l'avance est constitutif de l'acte de commerce ? Nous ne voulons pas faire l'injure à ceux qui ont étudié le projet de les soupçonner d'avoir fait cette erreur !

Et pourtant il y a, dans la faculté de l'achat préalable, une mesure qui sans rien bouleverser rendait à tous les syndiqués les plus grands services.

Si nous examinons les arguments au moyen desquels M.le Rapporteur défend la solution, notre étonnement ne va pas décroître.

« On peut supposer, dit-il en parlant des machines agricoles, que les gérants ou administrateurs du syndicat ont reçu de la maison qui reçoit la commande des « avantages » dont ne profitent pas les syndiqués. C'est donner lieu à toutes sortes de suppositions regrettables, c'est aussi forcer les syndiqués à acheter une marque plutôt qu'une autre, et, dans ces conditions, on ne voit pas bien la différence qu'il y a entre le gérant du syndicat et le représentant de machines agricoles qui vit à ses côtés dans la même localité et qui, lui, doit supporter d'autres charges fiscales. »

Nous croyons une telle argumentation peu solide, car les « avantages » qui pourront être offerts par des maisons de machines agricoles, le pourront être aussi bien par des représentants d'engrais chimiques par exemple ; et la malhonnêteté du gérant s'exercera aussi bien dans l'un et l'autre cas. Si au contraire la remise profite à tous, personne ne se plain-

dra d'acheter une marque plutôt qu'une autre, à qualité égale toutefois.

Ici encore le rapporteur estime qu'il faut prendre en considération les réclamations du commerce. Soit, mais alors pourquoi sacrifier les producteurs d'engrais et de « matières alimentaires pour les bétiaux », et protéger les autres commerçants ? On ne peut prétendre que l'une de ces catégories de produits est moins « nécessaire à l'exploitation » du sol que l'autre. Alors ? Nous le répétons, les auteurs du projet ne semblent pas avoir eu de principes directeurs suffisamment nets, leur permettant d'élaborer un texte et logique, et utile.

V. — En exposant le projet de M. Ruau, nous avons constaté la défense qu'on entendait faire, de constituer en application de cette loi, des syndicats d'outillage agricole, pour l'utilisation en commun de machines diverses. On appliquait ce principe que l'association professionnelle doit être un intermédiaire désintéressé, exerçant un mandat gratuit. « Or, nous dit-on, le fait de posséder des machines en commun pour les louer, est plutôt, nous semble-t-il, un acte de société. »

Quant à nous, nous ne sommes pas de cet avis. Il ne faut pas être dupe des mots, et les espèces peuvent être très variables.

Un syndicat qui achèterait des machines, des batteuses, des faucheuses, etc..., et qui les prêterait à ses membres moyennant une taxe destinée à l'amor-

tissement, aux frais généraux, à l'entretien de la machine, pour nous ne ferait pas de bénéfice, et par conséquent il n'y aurait pas là acte de société. S'il restait une petite somme au delà de ce qui a été dépensé, il n'y aurait qu'à la ristourner aux syndiqués, au prorata de leurs dépenses sur ce chapitre, puisque le projet Ruau n'admet pas le bénéfice social.

VI. — Ceci nous amène à parler de l'usage que l'on fera, dans les intentions de notre ministre de l'Agriculture, des trop perçus à l'occasion des achats et ventes. Nous savons en effet qu'il est impossible de prévoir exactement le quantum des frais généraux : aussi, lorsque nous aurons affaire à un syndicat prudent, il y aura un reliquat. M. Ruau adopte alors le système des coopératives et ristourne à chacun cet excédent proportionnellement au chiffre d'affaires qu'il aura faites par l'intermédiaire du syndicat.

M. Decker-David, rapporteur de la Commission, dit dans son rapport : « Il est évident aussi que, s'il y a lieu à répartition, la part revenant à chaque agriculteur pourra être abandonnée par lui à la fin de l'exercice, en assemblée générale, comme cotisation supplémentaire, ou affectée, comme le dit l'exposé des motifs, « à la création et au développement de services d'intérêt professionnel collectif, ou d'institutions de coopératives devant profiter à tous les adhérents. »

C'est bien mal connaître le paysan qu'attendre de sa générosité l'alimentation de la caisse commune.

Pour qui sait la ladrerie du paysan en général, cette phrase est pleine de révélations regrettables. Car ce serait se duper que rien attendre de ce côté-là. Or, on répète assez souvent, avec juste raison, nous nous empressons de le proclamer bien haut, que les œuvres d'intérêt général sont le but principal de tout syndicat. Que c'est faire fausse route de rechercher les intérêts individuels ; que l'intérêt collectif n'est pas la somme des intérêts particuliers de tous les membres ; qu'il faut encourager les œuvres de prévoyance, de mutualité ; organiser des caisses de secours, de retraites pour la vieillesse.

Or chacun sait que la condition fondamentale de toutes ces institutions est un gros capital. Où le prendra-t-on dans nos syndicats ? Les bénéfices sur les opérations commerciales ? on les distribue sous forme de ristournes ! Ceux qui y renonceront, seront les seuls à alimenter la caisse, mais nous savons le peu de ressources à attendre de ce côté. Il ne reste plus que les cotisations pour aider à ces œuvres éminemment intéressantes.

Évidemment c'est un moyen, mais que vaut-il ? Un principe général en matières d'impôts est qu'il faut « tondre le contribuable en le faisant crier le moins possible ». Un autre principe consiste à échelonner le paiement de la taxe, de manière à ne percevoir à la fois que de petites sommes, de la façon la moins sensible.

Or ici, pour subvenir à la formation d'un capital social, il faudra des cotisations supplémentaires,

grossissant notablement celle qui suffirait à couvrir les frais d'administration. Ces taxes seront perçues tout d'un coup, et le tempérament... économe de notre paysan pourra être heurté, choqué en sa laderie.

Que voudrions-nous donc qu'on fit ? C'est bien simple : au lieu de distribuer les bonis, sous forme de ristournes, il n'y a qu'à les laisser s'accumuler. On aura facilement prélevé sur l'agriculteur une somme égale et même plus grosse que sous forme de cotisation, mais il ne s'en sera pas aperçu, il n'aura pas crié ! Car nous ne voulons pas croire que dans un syndicat où l'on prélève 0 fr. 50 % de frais généraux (et nous en connaissons), le paysan souffrirait si on lui prenait même le double !

Nous croyons ce système meilleur, parce qu'il est plus politique.

VII. — Un point encore nous reste à examiner, avant d'avoir terminé l'étude, fort grossière du reste, de ce projet. C'est la question de la transformation des produits des syndiqués avant leur vente par l'association syndicale. Toute modification dans la nature de ces marchandises est formellement interdite. « Ramassez du lait, dit fort justement à ce sujet M. Rieul-Paisant, pasteurisez-le, expédiez-le aux centres de consommation : on vous donnera des subventions. Faites-en du beurre : vous paierez une amende et l'on vous nommera un liquidateur. » Nous croyons que c'est une faute d'interdire ainsi toute transformation collective à d'autres qu'aux coopératives,

attendu qu'il ne s'agit ici, encore une fois, pas le moins du monde de réaliser un bénéfice, ou du moins pas davantage qu'en achetant les engrais en commun.

D'après nous, une semblable faculté ne devrait pas être refusée aux syndicats, puisqu'il n'y aurait ici pas d'acte commercial, et qu'il y a contradiction à permettre la vente des vins en commun par exemple, sans autoriser la vinification commune.

CHAPITRE XI

Le Parlement est actuellement saisi d'un projet soumis à son examen par MM. Millerand et Dubief, et dont le texte est l'exacte reproduction du résultat d'une étude faite à ce sujet par la Société des Études législatives.

C'est maintenant cette proposition de loi que nous voulons étudier.

Le projet de la Société des Études législatives a pour but tout d'abord d'autoriser au syndicat les achats des objets nécessaires à l'exercice de la profession. Car il est de toute évidence que pour abaisser le prix de revient de la production industrielle, commerciale ou agricole, il n'est de meilleur moyen qu'acheter par grandes quantités les matières premières qui entrent en composition. Deux systèmes dès lors s'offrent au syndicat qui veut entrer dans de telles voies : réunir les commandes des adhérents et transmettre les ordres aux fournisseurs, puis répartir entre les intéressés les marchandises obtenues ainsi à meilleur compte. Ou bien sans attendre les demandes des syndiqués mettre en réserve un stock de produits qu'on délivrera à chacun suivant ses besoins. Sur les positions relatives de ces deux

genres d'opérations la jurisprudence varie, et alors qu'elle ne voit dans le premier système qu'un mandat ou une gestion d'affaires, dans le second elle reconnaît parfois la constitution d'une société de fait. Comme en réalité le but poursuivi dans les deux cas est le même, le projet que nous étudions a entendu autoriser les achats en commun sous quelque forme que ce soit.

Du reste on n'entend pas limiter seulement à l'achat et la vente les moyens pour un syndicat de se procurer et de donner les instruments professionnels: la location restera fort bien autorisée.

Toutefois ces opérations seront limitées aux membres du syndicat afin de ne pas faire dégénérer ce dernier en une société commerciale. C'est d'ailleurs ce que dit le paragraphe 1^{er} de l'article I du projet: Tout syndicat professionnel... peut: 1° acheter pour les revendre, louer, ou prêter à ses seuls membres tous les objets nécessaires à l'exercice de leur profession, notamment les matières premières, machines, instruments et outils, les engrais, semences et bestiaux.

II. — Mais si la diminution du prix de revient des produits est pour les associés un immense avantage, la vente en commun peut leur en procurer qui ne sont pas d'un degré moindre: les frais généraux seront ainsi notablement réduits alors que les conditions de la vente pourront être améliorées.

Mais il ne faut pas se dissimuler que si on accorde

à un syndicat la faculté de vendre en son nom, il y aura pour lui de gros risques à courir : alors qu'il était acheteur, il n'était tenu qu'à deux obligations principales : payer le prix et prendre livraison de la marchandise. Les engagements qu'il prenait étaient précis et bien délimités, lors de leur acceptation il pouvait en mesurer l'étendue. Mais un syndicat qui se constituerait vendeur s'obligerait à livrer à l'époque fixée la quantité, le poids, la qualité des marchandises convenus. Il se porterait garant des vices cachés, et ceci sous peine de dommages-intérêts. On mesure ici la différence de responsabilité entre un acheteur et un vendeur.

Mais les effets de l'intervention du syndicat ne sont pas moins divers : l'acquisition d'objets propres à la fabrication tend exclusivement à diminuer le coût de production, ce dont le public ne peut manquer de bénéficier.

Les ententes en vue de la vente ne peuvent chercher au contraire qu'à favoriser la hausse des prix : plus le syndicat comptera d'adhérents, plus ses prétentions auront de chances d'être victorieuses. Des associations toutes-puissantes essaieront de monopoliser le marché, décrèteront des cours et tiendront le pays à leur merci. Devant un tel danger la Société des Études législatives s'en est tenue à permettre au syndicat de faciliter les ventes de ses membres : il ne les doit point opérer en son nom, sous sa responsabilité, et son rôle n'est que celui d'un intermédiaire. De cette façon les auteurs du projet ont

entendu lui donner la possibilité de défendre les intérêts professionnels de ses membres, sans aller jusqu'au point où apparaissait le danger. Le syndicat pourra : « 3° Prêter son entremise pour la vente de ces produits, faciliter cette vente par exposition, annonces, publications, groupements de commandes et d'expéditions, et tous autres moyens analogues, sans pouvoir l'opérer en son nom ou sous sa responsabilité. »

On voit que de cette façon on sert au rapprochement du producteur et du consommateur, à l'élimination progressive d'intermédiaires souvent inutiles. Mais ici encore une fois le syndicat ne jouera que le rôle d'un courtier. Jamais il ne pourra être un commissionnaire, c'est-à-dire devenir créancier ou débiteur des tiers avec lesquels il contracte.

III. — Mais le projet que nous étudions a cru devoir faire une exception dans la situation créée au syndicat vendeur. Celui-ci, comme l'indique le paragraphe 4 de l'article 1^{er}, pourra « *passer des marchés avec les administrations publiques* ». On a en effet reconnu que ces ventes s'effectuent de telle sorte qu'elles ne sauraient présenter les dangers et les inconvénients de toutes les autres. « Ici, dit M. Cahen, rapporteur du projet, le prix est généralement fixé par adjudications ; de gré à gré les autorités administratives n'ont pas davantage à redouter des exigences démesurées. Bien au contraire, elles peuvent en traitant directement avec des collectivités assurer aux servi-

ces publiques des fournitures avantageuses. Le dépôt de cautionnement rend effective la responsabilité du groupement. La pratique de ces marchés se multiplie de jour en jour, au grand profit de toutes les parties intéressées. »

Mais si le nouveau projet se préoccupe des facultés économiques des syndicats, il ne néglige pas non plus leur activité morale, quoique, il faut le reconnaître immédiatement, ce ne soit pas là son objectif principal. Aussi le paragraphe 5 du premier article autorise à « faire tous les actes nécessaires à la création et au fonctionnement d'œuvres annexes strictement professionnelles, telles que champs d'expérience, laboratoires, cours d'instruction professionnelle, publications syndicales périodiques ou non. » Or, on n'accorde généralement au syndicat que la faculté d'administrer des caisses de mutualité et de retraites, des offices de placement, des bibliothèques, des cours d'instruction professionnelle. — Dans son rapport, M. Cahen dit n'avoir pas osé aller jusqu'à la création d'ateliers de chômage, par exemple, œuvre manifestement très intéressante, mais qui aurait entraîné la vente des produits. De plus, on a craint un déplacement artificiel de main-d'œuvre et l'avilissement des salaires.

IV. — Telles sont dans le projet que nous étudions les facultés nouvelles permises au syndicat. Quels sont maintenant les actes qui lui sont interdits ? Certains groupements ouvriers réclament le

droit d'apposer des « labels » sur les produits fabriqués par les adhérents aux conditions de travail et de salaire arrêtées par eux. D'autre part, quelques associations patronales, comme celle des pâtisseries de Marseille, regrettent que la jurisprudence leur interdise de posséder des brevets et des marques de fabrique ainsi qu'il est permis par la loi belge du 31 mars 1898.

La commission qui prépara le projet, malgré ces vœux divers, ne pensa pas pouvoir assimiler les marques syndicales aux marques industrielles, quoique les unes et les autres par des estampilles recommandent certaines marchandises au choix du public. En effet dans un cas on garantit les qualités intrinsèques du produit, dans l'autre au contraire on prétend indiquer les conditions de salaire et de travail des producteurs. D'un côté on précise la situation des ouvriers vis-à-vis de leurs patrons, dans l'autre on s'engage au regard des consommateurs. La Commission d'études, étant donné l'importance de la question, les controverses juridiques, les discussions économiques qu'elle soulève, a jugé préférable d'en faire l'objet d'une étude spéciale ultérieure.

V. — Il peut être intéressant maintenant de se demander à quelles conditions le projet que nous étudions a entendu soumettre les nouvelles prérogatives des associations syndicales.

Tout d'abord remarquons que si de nouvelles libertés leur sont accordées, elles ne seront pas tenues

d'en user. Les statuts seuls, délibérés et votés par l'ensemble des associés, fixeront à cet égard la conduite de chacune d'elles.

Mais si un syndicat peut librement décider s'il usera ou non des nouvelles facultés, il ne peut régler aussi facilement l'emploi des bénéfices que ces opérations peuvent produire. Car les auteurs du texte que nous étudions ont prohibé la vente aux tiers, ce n'est donc qu'en cas d'achats de denrées, outils et matières premières, ou dans les marchés avec les administrations publiques que les syndicats trouveront une source de profits. On voit facilement que les occasions sont déjà passablement limitées. Mais quelque désintéressé que puisse être le groupement corporatif, quand il facilite à ses adhérents l'exercice de leur profession, il doit, s'il est prudent, se récupérer des débours que ces opérations entraînent. De là ses prélèvements sous forme de majorations par exemple.

Le montant en est nécessairement variable et incertain. Il n'est pas possible de fixer à l'avance avec exactitude la part des frais généraux qui incombe à chacun et pour chaque cas. Cette quotité dépend du nombre et de la valeur des opérations effectuées ; elle n'est susceptible d'être chiffrée qu'en fin d'exercice. Pour se couvrir de tout aléa, le syndicat est ainsi naturellement conduit à réclamer de ses adhérents des sommes supérieures au montant de ses débours. La différence constitue son bénéfice. Qu'en doit-il faire ? le partager entre ses membres ? Il se trans-

formerait alors en une entreprise commerciale, et réaliserait, ce qui serait un véritable paradoxe juridique, la confusion en un même organisme d'une association et d'une société lucrative. Mais sans aller jusqu'à la distribution de dividendes, on pourrait, semble-t-il, comme dans les coopératives, autoriser les restitutions sous forme de ristournes proportionnelles aux opérations effectuées par chaque adhérent. C'est en effet là une pratique courante appuyée de vœux unanimes. Malgré cela, la majorité de la commission a voulu prononcer l'interdiction absolue de toute répartition. Dès lors les prélèvements seront en fin de compte versés intégralement à l'actif syndical. On a jugé en effet que les syndiqués retirent des opérations effectuées en commun des avantages matériels importants. Comme d'autre part les œuvres corporatives ne peuvent se développer que si on leur assure des réserves de capitaux, les prélèvements accumulés en seront une source naturelle et peu coûteuse. Munis de telles ressources, les syndicats donneront aux tiers des gages de solvabilité certains et verront s'affirmer leur crédit.

VI. — Si nous poursuivons notre examen du projet de la Société des Études législatives, nous arrivons à la capacité immobilière des associations professionnelles. On sait qu'en 1884, la crainte de la reconstitution d'une mainmorte a poussé le législateur à restreindre l'activité du syndicat sous ce rapport. Estimant que pour atteindre le but de leur institution

il fallait leur concéder le droit d'acquérir les immeubles destinés à leurs réunions, à leurs bibliothèques, à leurs cours d'apprentissage, les auteurs de la loi de 1884 ont borné là le champ de leurs opérations immobilières. La commission qui étudia le texte qui fait actuellement l'objet de notre examen, n'a voulu ajouter aux anciennes dispositions que dans la mesure compatible avec les nouvelles facultés syndicales. A la liste des immeubles par conséquent on a simplement additionné les hangars, magasins de dépôt, abris pour bestiaux, champs d'expérience.

VII. — Une question fut soulevée lors de l'étude en commission du texte qui nous occupe en ce moment, celle de savoir s'il fallait encourager l'expansion économique des syndicats par de nouvelles règles fiscales, par exemple l'exemption de la patente. La loi du 19 avril 1905 a dispensé de cette imposition les syndicats agricoles « qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits et marchandises, qui ont fait l'objet de ces commandes. » Mais on a bien entendu exiger la contribution des syndicats qui ont des approvisionnements à l'avance. On pouvait penser que du moment où dans notre projet on assimilait les deux natures d'opérations, on pouvait les favoriser de la même détaxe. Ce n'est cependant pas la solution qui a prévalu, par crainte d'éveiller des susceptibilités déjà naissantes. On sait en effet que les petits patrons, par l'intermédiaire

des chambres de commerce ont exprimé publiquement leur opposition au projet. On a jugé plus prudent d'éviter de donner prise à cette hostilité pour garantir les syndicats de haines qu'une protection exagérée eût ainsi suscitées.

Remarquons au surplus que la jurisprudence est pleine de bienveillance pour les associations professionnelles ; récemment encore, le syndicat agricole de Lézignan a été déchargé par le Conseil d'État de la patente, car les bénéfices réalisés étaient employés à la création et au développement des services d'intérêt professionnel collectif et d'institutions de coopération devant profiter à tous ses membres.

∴

VIII. — L'article 3 du projet pose que « les Unions de syndicats jouissent des mêmes droits et sont soumises aux mêmes obligations que les syndicats. Le dernier paragraphe de l'article 5 de la loi du 24 mars 1884 est abrogé. »

Car en matière syndicale plus que partout ailleurs l'union fait la force. Plus les groupements professionnels compteront de membres, plus leur intervention sera bienfaisante.

Or, les Unions permettront aux syndicats d'accroître l'efficacité de leur action. Mais nous savons quelle situation leur fut faite par la loi de 1884 : toute capacité civile leur fut retirée, malgré que ce ne fût pas dans les intentions primitives du législateur, ainsi que nous l'avons examiné plus haut.

La commission chargée d'étudier le projet de la Société des Études législatives a pensé que le moment était venu de rectifier les termes d'une transaction improvisée en dernière heure lors de la loi de 1884 car à l'heure actuelle un fait s'impose à tous : c'est l'existence d'Unions aptes à jouer un rôle fécond et placées par la loi dans l'impossibilité de le remplir. Continuer à leur refuser tout droit de propriété, d'ester en justice, toute personnalité juridique, c'est les mettre dans l'impossibilité d'agir utilement, sans éviter les périls qu'on en redoute. C'est pourquoi on habilita les Unions à faire les mêmes opérations que les syndicats, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. Et de cette extension les conséquences seront éminemment bienfaisantes : lorsque le législateur autorise par exemple les syndicats à exercer, en matière de fraude, les droits reconnus à la partie civile (loi du 29 juin 1907 sur le mouillage et le sucrage des vins), qui ne voit qu'il atteindrait mieux son but si, aux syndicats isolés, des fédérations se pouvaient substituer ! les frais seraient réduits par la simplification des poursuites, et le nombre des intérêts représentés accroîtrait l'autorité de ces interventions. Tout concourt donc à justifier la faveur qu'on fait aux Unions de syndicats et que déjà en 1884 on leur avait laissé espérer.

IX. — Enfin pour terminer, M. Cahen, rapporteur du projet, nous rappelle les reproches qu'on fait souvent aux syndicats de ne point offrir aux tiers qui

contractent avec eux de garanties suffisantes ; de n'avoir qu'une responsabilité nominale, leur solvabilité étant illusoire. On a imaginé, pour calmer ces appréhensions, de créer dans chaque association une caisse de réserve, alimentée par le versement intégral des bénéfices, des cotisations spéciales, des dons, legs, etc..., et qui eût pu être déposée à la Caisse des dépôts et consignations. Chaque année, un résumé de la situation de cette caisse déposé à la mairie par exemple eût fait connaître aux créanciers son exacte consistance. Un fonds analogue existe d'ailleurs pour chaque société de crédit agricole (loi de 1894).

Cependant la commission n'a pas jugé cette institution opportune. « Quelle garantie à y bien songer, nous dit M. Cahen, constituerait pour les tiers une caisse de ce genre ? Elle ne peut suppléer au crédit moral du groupement, crédit qui est fait de l'honorabilité de ses membres, de la valeur de ses administrateurs, et de leur sage gestion... Les syndicats agricoles pour atteindre à leur merveilleux essor n'y ont jamais eu recours. »

Si l'on écarte le système de la caisse, du moins peut-être aurait-on pu organiser la publicité des comptes du syndicat ? Les tiers connaissent, dit-on, généralement la situation approximative de ceux avec qui ils traitent. Pourquoi alors faire une différence entre un particulier ou une société commerciale, et une association professionnelle ?

Cette solution fut, elle aussi, écartée par la commission : une telle publicité entraînerait des immixtions

étrangères dans la marche du syndicat, et provoquerait l'inspection administrative de ses écritures, au grand émoi sans doute des intéressés.

Tel est dans ses dispositions principales les plus intéressantes le projet que les membres éminents de la Société des Études législatives soumettent à l'approbation du Parlement.

CHAPITRE XII

Examen et critiques

Au cours des discussions auxquelles donna lieu ce nouveau texte, de nombreuses objections furent dressées qui apportèrent des éclaircissements très utiles sur sa véritable portée.

Il semble donc intéressant de les reprendre ici et même à l'occasion d'en ajouter de nouvelles.

I. — Une question fut tout d'abord soulevée : celle de savoir si les actes faits par un syndicat dans les limites fixées dans le présent projet sont ou non des actes commerciaux. Car alors l'association qui les fait doit, semble-t-il, devenir une société de commerce. Elle pourra donc être déclarée en faillite, mise en liquidation judiciaire ; les contestations entre les membres des syndicats seront de la compétence des tribunaux de commerce.

Les actes du syndicat seront-ils donc commerciaux ?

M. Lyon-Caen qui posait cette question répondait par l'affirmative. Car ce qui caractérise l'opération commerciale d'après le Code de commerce c'est l'achat pour revendre, et la jurisprudence ajoute :

avec l'intention d'y trouver un bénéfice, car l'acte de commerce est plus qu'un acte à titre onéreux, il doit être inspiré par l'intention de gagner, c'est-à-dire d'accroître son patrimoine, en réalisant un bénéfice; en un mot il doit être un acte de spéculation. C'est ainsi qu'il a été jugé que « l'achat et la revente de bestiaux, effectués par un comice agricole en dehors de toute pensée de spéculation et dans le seul but de favoriser l'agriculture et d'encourager l'élevage d'une espèce, ne présentent aucun caractère commercial. » — Or ici, démontre M. Lyon-Caen, il y aura bien bénéfice, puisque l'emploi en est prévu, on défend tout simplement de les distribuer aux adhérents. Dès lors, tous les éléments de l'acte commercial étant réunis, ne faut-il pas en admettre toutes les conséquences que nous avons vues plus haut ?

Et d'ailleurs le titre même du projet ne comporte-t-il pas la mention de cette « capacité commerciale » qu'on concède dans une certaine mesure aux associations professionnelles ! Peut-on logiquement prétendre que le résultat des opérations syndicales ne sera pas un acte commercial ?

A cela M. Cahen, le rapporteur du projet, et d'autres de ses collègues répondaient que la revente après achat ne pouvait s'adresser à d'autres qu'aux membres de l'association. Nous ne sommes pas ici en présence du fait général d'acheter pour revendre, c'est-à-dire d'acheter à n'importe qui pour revendre à n'importe qui. Dès lors, acheter pour revendre à ses membres exclusivement, est-ce autre chose en

réalité pour le syndicat, que réaliser ce qu'on appelle la coopération de consommation ? Or nous ne croyons pas qu'on puisse prétendre voir en cette dernière, si elle joue strictement son rôle, une société de commerce. Ceux qui ne veulent pas voir dans les opérations visées un acte commercial, reprenaient également l'argument touchant la question des bénéfices. Sans doute ici le syndicat ne saurait faire autrement qu'en percevoir, mais ce ne sera que par hasard, puisque l'idéal serait de ne demander au delà du prix coûtant que de quoi couvrir les frais généraux. Or la jurisprudence recherche l'intention de réaliser un bénéfice, et personne ne saurait la trouver en semblable occurrence.

Au surplus, les achats et les ventes d'une société commerciale peuvent porter sur toutes sortes d'objets, aucune limitation ne leur est opposée. Peut-on raisonnablement leur assimiler nos associations professionnelles qui voient leur activité entravée par l'obligation de ne pouvoir rechercher que les matières professionnelles ?

En présence de ces arguments que chaque partie renvoie à son adversaire, que devons-nous penser, quelle valeur déterminante pouvons-nous attribuer à l'une ou l'autre objection ?

Il ne nous semble pas que le fait de ne pouvoir acheter et vendre toutes les matières soit la raison décisive. Le Code de commerce, quand il définit l'acte commercial, ne parle pas de la nature des opérations.

Sans doute, si nous allons plus loin, nous constatons bien chez le syndicat l'absence d'intention de réaliser un bénéfice.

Mais ce n'est tout au plus qu'une présomption, car qui pourra nous dire, lorsqu'en fin de compte il restera un chiffre positif sur le livre du syndicat, si la majoration n'a pas été trop forte volontairement. Pourra-t-on imposer au gérant économique de l'association de prélever à l'avenir une marge moindre. Est-ce à dire que les réserves ainsi procurées seraient sans intérêt? Le rapporteur du projet reconnaît lui-même qu'il y aura là une garantie pour les tiers. Sans doute les membres du syndicat n'en profiteront pas directement, mais le bénéfice social volontaire ne sera pas moins un fait.

Nous ne croyons cependant pas que l'acte qu'on accomplira ici soit vraiment commercial, car nous sommes bien plutôt en présence d'une coopérative de consommation que d'une société ordinaire. C'est parce qu'il n'y a pas achat et vente comme l'entend le Code de commerce, et non parce qu'il n'y a pas intention de faire un bénéfice que nous nous refusons à admettre la théorie de M. Lyon-Caen et toutes ses conséquences.

II. — Nous avons vu, en examinant le projet lui-même, pour quelles raisons on avait cru ne pas devoir permettre au syndicat la vente des produits de ses membres en son propre nom, c'est-à-dire en engageant sa propre responsabilité. Très habilement

le rapporteur nous a fait observer qu'il n'y avait pas illogisme à permettre à un syndicat d'acheter et en même temps à lui interdire de vendre autrement que comme intermédiaire. Les raisons nous les connaissons : quand on vend, on prend des engagements dont on ne peut pas mesurer l'étendue ; on s'engage à livrer à l'époque fixée certaines quantités, poids, représentant des qualités définies. Or le syndicat peut au moment voulu ne pas se trouver en mesure de faire face à ses engagements. Quelles garanties le créancier trouvera-t-il alors à défaut d'exécution stricte du contrat : la responsabilité est nominale puisque la solvabilité est illusoire. N'y a-t-il pas là un très grand danger pour les cotraitants ?

Mais ce n'est pas là le prétexte unique pour lequel la Société des Études législatives a voulu écarter l'association professionnelle des ventes en son nom propre. N'est-il pas à redouter en effet que des syndicats puissants, de vastes Unions, une Union qui engloberait tous les autres groupements régionaux du pays, arrivent à monopoliser les produits agricoles par exemple, élevant les cours et tenant les marchés à leur merci ? Hypothèse chimérique, dirait-on ! Pourquoi pas ? N'aurait-on jamais vu des trusts analogues, facilités ici par les barrières que notre régime protectionniste oppose aux produits des champs étrangers ? Et c'est bien là un danger que nous pourrions craindre en accordant simplement la faculté aux syndicats de vendre les produits de leurs membres en leur nom et sous leur responsabilité.

Ayant ainsi rappelé les raisons pour lesquelles on interdit aux groupements professionnels la vente aux particuliers, voyons si en autorisant les marchés avec les administrations publiques on a évité ces périls.

La responsabilité du vendeur est assurée d'une manière effective par le cautionnement qu'en cas de marché public l'administration a le droit et le devoir d'exiger des soumissionnaires.

Désormais en cas d'inexécution dans les termes du marché, l'État aura une garantie sur ce gage qu'il peut s'approprier par faveur spéciale.

Mais le second danger sur lequel nous insistions il y a un instant, la crainte de la hausse des prix, nous ne voyons pas qu'elle soit écartée. On redoute dans les adjudications publiques les ententes entre les entrepreneurs, par exemple, ayant pour but de ne pas faire de trop gros rabais : ici un syndicat est par lui-même une entente, et une Union à plus forte raison produira des effets infiniment plus sensibles.

Dès lors, puisque ce second danger jusqu'ici, croyons-nous, plus théorique que pratique, n'est pas écarté en cas de marché avec une administration publique, que reste-t-il pour distinguer la vente d'un syndicat à l'État de la vente à un particulier ? La seule question de la garantie pécuniaire organisée. Car l'une et l'autre opérations devront entraîner pour le groupement qui s'en sera chargé, la possibilité de compléter, le cas échéant, les fournitures qui viendraient à être insuffisantes par des achats faits à

d'autres que des syndiqués. En effet c'est une situation qu'il faut envisager : une association de cultivateurs s'est engagée à fournir des fourrages au Ministère de la Guerre : par suite d'un cas de force majeure il y a impossibilité pour les membres de livrer les quantités promises. Comme il y a engagement personnel pour le syndicat, il faut lui permettre de se les procurer au dehors. Reconnaissons qu'il y aura ainsi un accroc à la théorie de l'achat et la revente, mais la majorité de la Société des Études législatives y a vu de plus grands avantages. En effet, remarque-t-on, faute de pouvoir se procurer par ailleurs une quantité, peut-être infime de produits, on va priver les propriétaires ruraux d'une occasion excellente d'écouler leurs produits, et l'intérêt général de marchandises de bonne qualité.

Sur ce point il ne saurait y avoir de différence en cas de marché public ou privé. Va-t-on objecter que le syndicat, ayant la faculté exceptionnelle de compléter ses achats au dehors, va être tenté d'y prendre beaucoup plus qu'à ses adhérents et se constituer en véritable société commerciale trafiquant sous le faux titre d'association professionnelle ? Remarquons tout d'abord que ce reproche pourrait être fait même en cas de vente à l'État, il ne vaut donc en aucune manière. Du reste le cas échéant les tribunaux apprécieront si véritablement l'achat au dehors était justifié, s'il y a eu cas de force majeure, quelles étaient les intentions ; car évidemment on ne pourrait en aucune façon décréter que jamais les insuffisances

de fournitures ne sauraient être supérieures à un dixième par exemple.

Dès lors, si véritablement la seule raison pour laquelle on interdit au syndicat d'écouler les produits de ses membres en son nom, est la question des garanties, en toute logique si on trouve un moyen de les assurer dans les ventes aux particuliers, l'interdiction devra tomber.

Ces moyens existent-ils ? Il semble qu'un particulier traitant avec un syndicat pourra fort bien exiger soit une caution, soit un cautionnement ! Rien ne paraît pouvoir s'y opposer du moment que la situation de représentant d'un syndicat a été bien établie en la personne qui traite avec le particulier.

M. Cahen, rapporteur du projet, nous indique d'ailleurs lui-même une autre garantie pour les créanciers. Parlant des bénéfices, ou plutôt des trop perçus, qui s'accumuleront dans les caisses syndicales, il dit dans son rapport : « Munis de telles ressources, les syndicats donneront aux tiers des gages de solvabilité certains, et verront s'affirmer leur crédit. » Il y a là, sous la propre plume du rapporteur, l'indication d'un système dont nous nous proposons de parler un peu plus loin.

Mais les garanties pécuniaires sont-elles seules à valoir ? M. Cahen toujours dans son rapport, parlant d'une caisse de réserve formée par les bénéfices intégralement versés, des cotisations, des dons, des legs, etc., précisément dans le but d'obvier au reproche que l'on fait aux syndicats de n'offrir aucune surface

comme débiteurs, dit avoir écarté cette institution jugée par la Commission assez inopportune : « Quelle garantie, à y bien songer, dit-il, constituerait pour les tiers une caisse de ce genre ? Elle ne peut suppléer au crédit moral du groupement, crédit qui est fait de l'honorabilité de ses membres, de la valeur de ses administrateurs et de leur sage gestion. » Ici le rapporteur semble en contradiction avec le passage où il assure que le syndicat ne peut être vendeur qu'avec les administrations publiques parce qu'elles ont le devoir d'exiger une garantie !

Au surplus nous sommes de l'avis de M. le Rapporteur et nous estimons que les garanties pécuniaires ne sont pas seules valables.

D'ailleurs le décret de 1888 qui dispense les sociétés ouvrières de cautionnement dans les marchés de travaux publics inférieurs à 50.000 francs, est bien lui aussi dans le même esprit : ou n'exige en pareil cas que les noms des membres de la société, ce qui est une garantie pour le créancier.

Et du reste quand deux particuliers veulent traiter ensemble, la situation n'est-elle pas la même ? Chacun d'eux s'inquiète de la situation financière de l'autre partie, l'homme peut être connu pour ses qualités personnelles, l'honorabilité du signataire est très souvent garante.

Les voici donc, pécuniaires ou non, les garanties que le syndicat peut apporter : elles ne sont ni vaines, ni illusoires. Nous nous proposons d'ailleurs de montrer un peu plus loin comment on les pourrait

accroître. Pourquoi dès lors ne pas laisser pleine liberté aux associations professionnelles pour écouler les produits de leurs membres au mieux de leurs intérêts dans des marchés privés aussi bien que publics? Les dangers sont les mêmes et les avantages aussi. La société de plus ne pourra que gagner à faciliter les débouchés pour les marchandises d'une classe, celle des agriculteurs, que tous s'accordent à trouver très intéressante. De cette manière encore le nombre des intermédiaires serait réduit à sa plus simple expression : un seul et qui serait désintéressé.

III. — Examinons maintenant la question des bénéfices réalisés par le syndicat. Nous savons par les discussions auxquelles donna lieu le projet, que « dans l'intention très nette de la commission il y a exclusion absolue des bénéfices tant au profit des membres du syndicat qu'au profit des syndicats eux-mêmes. » Mais dans la pratique il est évident qu'il faut se ménager une certaine marge pour éviter les pertes éventuelles. Ces trop perçus, en fin de compte, s'accumuleront, et d'année en année ils iront grossissant. Qu'on le veuille ou non, qu'on dissimule le fait sous le nom de bénéfice ou sous celui de marge, on ne peut nier que le syndicat aura fait là un bénéfice social. Ceci dès lors semble en contradiction formelle avec les intentions de la commission que nous avons notées plus haut.

Si l'on veut absolument interdire tout bénéfice social, il ne reste qu'un moyen : ristourner les trop perçus. Au cours de la discussion cette situation a fort

bien été mise en lumière : « Il est impossible d'interdire à la fois le bénéfice social et la ristourne, a dit M. Fontaine. Dans les opérations visées, on peut faire des bénéfices sans le vouloir et il faut bien que l'on en fasse quelque chose ; or, il n'y a, ce me semble, qu'une seule manière de ne pas accumuler ces bénéfices, c'est de les ristourner aux adhérents aux dépenses de qui ils ont été faits, c'est de supprimer le bénéfice un instant réalisé. »

C'est d'ailleurs ce qu'on fait dans les coopératives : on restitue les prélèvements excessifs proportionnellement aux dépenses effectuées par chaque adhérent. « La Commission, nous dit M. Cahen, n'a pas voulu sanctionner ce mode de répartition. Car, qu'on le veuille ou non, il transformerait l'association en une société de lucre, contrairement aux principes généraux du droit. » On nous fait observer que les syndiqués retirent déjà de l'ensemble de ces opérations assez de profit, pour qu'on ne leur attribue pas d'avantages financiers supplémentaires.

Est-ce donc à dire que la ristourne est un bénéfice ? Il ne nous le semble pas : on se borne à restituer ce qu'on a perçu au delà du prix coûtant de la marchandise et des frais généraux.

L'idéal serait de ne percevoir que juste le nécessaire pour couvrir les dépenses du syndicat, sans un centime de plus. Distribuera-t-on un bénéfice lorsque, s'étant trompé dans son évaluation, on restituera l'excédent ? Nous voudrions naturellement que ces remboursements aient lieu au prorata des achats

faits par les syndiqués, et non pas comme dans une société anonyme d'après le nombre de parts. Nous ne voyons donc nulle part ces « avantages financiers supplémentaires » qu'on ne veut pas assurer aux adhérents du syndicat, mais bien plutôt une restitution, nécessitée par l'imperfection des prévisions humaines.

Dès lors, puisqu'il y aura bénéfice social, quel usage le projet veut-il en faire ? M. Millerand au cours de la discussion voulait faire servir ces excédents aux frais généraux de l'année suivante : ils entreraient dans son budget à l'actif. Ils diminueraient d'autant la cotisation des membres. Mais alors, les adhérents du syndicat qui auront fait avec ce dernier peu d'opérations se trouveront dégrevés en tout ou en partie par ce fait que certains propriétaires auront fait de gros achats à leur association. Les premiers dans ce cas n'auront-ils pas réalisé un bénéfice véritable ? Il semble qu'une telle solution serait totalement contraire aux intentions du projet.

D'autres veulent affecter les sommes qui nous occupent à des œuvres professionnelles. M. Cahen est de cet avis : « Il y a tout intérêt à ce que les prélèvements accumulés constituent un patrimoine qui servira au développement des œuvres corporatives et assurera le crédit syndical. » Sans doute ceci est fort bien, mais nous ne pouvons nous empêcher de remarquer que les trop perçus n'étant dans l'esprit du rapporteur que des accidents, le budget de ses œuvres corporatives et la base de son crédit syndical

devront théoriquement se rapprocher de zéro autant qu'il est possible. Nous plaignons fort, s'il en est ainsi, la situation faite aux caisses de mutualité et de retraites qui, placées dans de telles conditions financières, ont bien peu de chances de prospérer.

Les quelques bénéfices réalisés, au lieu de retourner à ceux au détriment desquels ils ont été réalisés, vont donc s'agglomérer, constituer une masse pour aider au succès d'institutions dont l'avantage sera pour les membres du syndicat. Mais ici encore une question se pose : on sait que le résultat d'une association, tant de personnes que de capitaux, n'est pas l'addition de leurs efforts, mais une multiplication. Dès lors, ici, bannissant la ristourne, et rejetant le bénéfice social, ne réalise-t-on pas pleinement ce dernier, qui assure aux membres du syndicat des avantages que le projet ne voulait pas leur garantir par ce moyen ? Du fait de la mise en commun des petites sommes prélevées à chacun, naîtra une force nouvelle qui sera précisément le bénéfice de l'association.

On en vient alors à se demander, puisque vraiment, de toutes façons, il y aura un bénéfice social, s'il n'y a pas avantage à espérer voir les syndicats le réaliser aussi fort que possible. Car pourra-t-on empêcher l'un d'eux de demander une bonification de 7 %, alors que 5 % suffiraient à couvrir les frais généraux ? Il ne le semble pas, car on impose seulement de ne point répartir de bénéfices entre les membres. Un syndicat que l'on poursuivrait pour-

rait fort bien répondre qu'il entend par là se couvrir pour le jour où il revend avec perte.

Une telle association arriverait à se constituer une encaisse sérieuse au bout de quelques années d'opérations. Peut-on dire que ce serait un mal? Nous ne le croyons pas, bien au contraire :

1° Les approvisionnements seraient ainsi facilités si le syndicat peut avancer certaines sommes d'argent. On obtient ainsi des prix très réduits en mettant à profit les périodes de morte-saison, les intéressés y trouvent l'avantage de n'avoir point à préciser à l'avance les quotités exactes de leurs besoins.

2° Les statuts pourraient autoriser le versement d'une partie des bénéfices procurés à la Caisse des dépôts et consignations. De cette façon le grief qu'on fait souvent aux syndicats de n'offrir qu'une responsabilité illusoire, ne pourrait plus donner prise. Les créanciers se trouveraient assurés de cette façon qu'en cas d'inexécution du contrat, ils auront en face d'eux un débiteur sérieux. Cet avantage n'est pas mince pour ceux qui ne veulent pas se contenter du crédit moral du groupement, fait de l'honorabilité de ses membres, de la valeur de ses administrateurs et de leur sage gestion. Mais au cas où telle opération du syndicat, au lieu de se terminer par un gain, se solderait par une perte, l'avantage d'une encaisse importante apparaîtra plus que jamais. A ce sujet des discussions importantes ont eu lieu au sein de la Société des Études législatives.

Le rapporteur, M. Cahen, en son nom personnel,

aurait souhaité l'adoption d'un texte dans le genre de celui-ci : « Les statuts déterminent dans quelle mesure les membres du syndicat, en cas d'insuffisance de l'actif social pour acquitter les dettes, participent personnellement à leur paiement. » Une telle disposition rencontra une grosse opposition de la part de M. Georges Paulet : « L'addition proposée, dit-il, serait désastreuse pour le recrutement des syndicats, qu'elle ne manquerait pas de tarir : on entre dans un syndicat comme dans une association, mais sans s'associer à sa fortune. Si on se trouve au contraire menacé d'un appel de fonds, qu'est-ce à dire, sinon qu'on a les désavantages de la situation d'actionnaire, sans en avoir les avantages, puisque si l'on est exposé à perdre, on ne peut pas gagner. Il n'y aurait alors pas d'hésitation possible : tout le monde irait à une société commerciale, personne à un syndicat professionnel. Alors que la Commission a l'intention de rendre non seulement plus facile et plus étendu le fonctionnement des syndicats, et par conséquent leur recrutement plus facile, une telle mesure irait donc précisément à l'encontre du but que nous sommes unanimes à poursuivre. »

Mais alors si l'on n'accorde aucun recours sur les biens des syndiqués, la garantie saurait-elle se trouver autre part que dans ceux du syndicat ? La question de la répartition des pertes se trouve ainsi résolue au mieux des intérêts de tous : mais il est pour cela de toute nécessité d'avoir une encaisse syndicale importante. Le problème s'est agité devant la

commission qui étudia le projet que nous examinons de savoir si on ne pourrait pas imposer la création d'une semblable réserve. M. Romieu notamment faisait observer que, dans ce sens seulement, on pourrait trouver la solution des difficultés. Mais une caisse obligatoire aurait, elle aussi, ses inconvénients : voit-on un syndicat ouvrier, se donnant pour mission d'intervenir dans les conditions du travail pour défendre les intérêts de ses membres, engagé dans un conflit, ayant une grève à soutenir, obligé de constituer et de respecter une semblable réserve ? — Au contraire ceux qui prétendent imposer la réserve de garantie et ne pas se contenter de sa simple facultativité, assuraient qu'autrement aucun syndicat n'en ferait usage, et « qu'il est vraiment fâcheux d'adopter un texte législatif dont on ne doit pas user ». Il est certain que si la faculté de vendre pour un syndicat est restreinte aux marchés publics, une fois le cautionnement fourni il ne reste plus aucun intérêt à offrir des garanties. Mais si, comme nous l'avons essayé de faire voir, on étend la possibilité de vendre aux marchés privés, l'avantage d'offrir une solvabilité certaine saute aux yeux de chacun. Les particuliers sachant désormais que tel ou tel groupement professionnel offre des garanties ne redouteront pas de traiter avec lui.

Les syndicats, heureux de pouvoir écouler les produits de leurs membres tout en accroissant les ressources destinées aux œuvres professionnelles, quoique la mesure soit facultative, s'empresseront de

se constituer des caisses de réserves. Et pour cela ils prélèveront dans leurs reventes des majorations plus que suffisantes à assurer le paiement des frais généraux. Personne ne pourra les en empêcher, et, à notre avis, ce ne pourrait être qu'une fort bonne mesure à bien des points de vue.

3^e Mais si l'on s'en tient à l'intérêt strictement professionnel des membres du syndicat, l'utilité d'avoir un coffre fort bien rempli ne se fait pas sentir à un moindre degré. Supposons donc qu'une grève éclate, il faudra de l'argent pour soutenir dans leurs revendications ceux qui auront cessé le travail. Nous savons que si c'est là le nerf de la guerre, ce n'est pas moins celui de la grève ! Si le conflit se prolonge tant soit peu, la réserve des cotisations sera vite épuisée, et nous verrons alors le parti ouvrier à la merci du patron, quelque bonne que soit sa cause. La question mise ainsi sur le terrain de « la défense des intérêts professionnels », personne ne pourra nier l'avantage des bénéfices sociaux que pourtant, nous dit le rapporteur du présent projet, « l'intention très nette de la commission a été d'exclure ».

IV. — Une matière souleva elle aussi les objections de plusieurs membres de la Société lors de la discussion du projet. Nous avons vu que toute distribution de bénéfices est interdite aux membres d'une association professionnelle. Mais il semble qu'il faudrait, pour compléter cette mesure et la rendre vraiment efficace, proscrire la répartition de l'actif

syndical lors de la liquidation de l'association. Autrement il serait aussi tentant que facile de créer des syndicats passagers auxquels serait interdite toute distribution annuelle de bénéfices, mais qui pourraient (dans la doctrine de ceux qui se refusent à reconnaître aux syndicats le caractère d'établissements d'utilité publique) se mettre en liquidation au bout de quelques années et aboutir à une dévolution finale qui ne serait que l'équivalent de dividendes différés, tournant ainsi facilement l'interdiction qui réside dans l'article 1^{er}.

M. Georges Cahen au contraire considérerait la mention, dans le projet, d'une semblable disposition, comme inutile. La commission d'ailleurs était de cet avis, et n'avait pas cru qu'il était nécessaire de consacrer d'une façon expresse cette solution, qu'elle admettait au surplus. Car, à aucun moment, le syndicat ne peut être confondu avec une société. Toute pensée de lucre doit lui être étrangère. Ne serait-ce pas faire intervenir cette préoccupation que l'autoriser, en fin d'exercice, à partager son patrimoine entre ceux qui la composent? Ce patrimoine n'appartient pas aux syndiqués, mais à une personne morale qui se distingue d'eux. La personne morale vient à mourir. Les règles applicables aux associations reconnues d'utilité publique doivent alors jouer : l'actif doit être attribué à une association de même nature et de même ordre que le syndicat disparu.

Mais il semble que les deux thèses en présence ne se mettent pas du tout sur le même terrain : l'une

voit dans le groupement professionnel une association, et l'autre un établissement d'utilité publique. Or les règles qui gouvernent la dissolution de ces groupements et l'attribution de leurs biens sont loin d'être les mêmes. Il faut donc examiner quelle est la véritable nature du syndicat, puisque des conséquences fondamentales en doivent découler.

Pour les uns, le but seul doit distinguer l'association d'utilité publique de l'association privée : si l'intérêt général, sa recherche désintéressée sont en jeu, nous serons dans le premier cas. Si le but au contraire a été l'enrichissement, l'association sera privée. Pour ceux qui adoptent ce critérium, le syndicat est un établissement d'utilité publique puisqu'il ne peut être un moyen d'enrichissement pour ses membres. D'autres auteurs remarquent au contraire que certaines personnes morales ont reçu leur personnalité par un acte direct et spécial : la reconnaissance d'utilité publique. Il en est au contraire qui l'ont obtenue sans aucun acte administratif spécial, mais parce qu'elles satisfont à certains textes législatifs, les sociétés commerciales régies par la loi de 1867 et celle de 1893. A ce dernier point de vue les syndicats seraient des associations privées, n'étant pas surveillés, comme les établissements d'utilité publique, durant toute leur vie par l'administration.

Telle est, d'après notre opinion personnelle, la solution qu'il faut admettre, le critérium auquel il faut recourir. — Or, quel est le système adopté dans une

association privée pour l'attribution des biens lors de la dissolution, volontaire ou non ?

La loi du 21 mars 1884 ne s'occupe pas de cette question. Mais la loi du 1^{er} janvier 1901 a comblé cette lacune, et dans son article 9 elle a établi une règle qu'on considère souvent comme extrêmement fâcheuse : Cet article porte en effet qu'en cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par justice, les biens de l'association seront dévolus conformément aux statuts ou, à défaut de disposition statutaire, suivant les règles déterminées en assemblée générale. D'ailleurs il résulte des travaux préparatoires de la loi que, soit les statuts, soit l'assemblée générale, pourraient disposer que les biens de l'association, en cas de dissolution, seraient partagés entre les associés. Ceci a été dit sous toutes les formes dans les discussions. M. Trouillot, rapporteur de la loi, M. Ribot, ont affirmé que « les biens sont la propriété des membres en cas de dissolution », que « ce sont des biens indivis dont ils peuvent disposer comme ils l'entendront ».

Il est vrai que le Conseil d'État, quand il a fait le règlement d'administration publique du 16 août 1901, a aperçu l'erreur commise par la Chambre, qui a méconnu par cet article 9 les règles essentielles de l'association. Et dans un article hardi (pour un règlement qui développe le principe d'une loi), il a corrigé l'article 9, en décidant qu'il ne pourrait être attribué aux associés, en dehors de la reprise des apports, une part quelconque des biens de l'association.

Cette correction est heureuse, mais est-elle légale ? Elle est sans doute conforme à la définition même que l'article 1^{er} donne de l'association et que l'article 15 du règlement vise expressément. Elle est en harmonie avec toutes les applications que la législation renferme de l'association (loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels, art. 31 ; loi du 12 juillet 1875 relative à la liberté de l'enseignement supérieur), avec les règles suivies pour les établissements d'utilité publique, avec tous les statuts des lois existantes. Mais l'article 9 de la loi de 1901, interprété par la discussion, la contredit formellement.

Le danger qu'on signalait en référant dans le projet aux règles générales de l'association n'est donc pas chimérique, d'autant plus que le règlement du 16 août 1901 ne vise que les pouvoirs de l'assemblée générale et ne dit rien des statuts qui pourraient par conséquent décider qu'en cas de dissolution les biens se partageraient entre les associés.

Toutefois il reste la règle, souvent appliquée par les tribunaux, qui ne permet pas de changer, par une simple attribution de qualité ou de dénomination, le caractère véritable d'une opération juridique. Si on fait sous le nom de syndicat des opérations qui ne peuvent être faites que par une société, les tribunaux auront à rétablir le véritable caractère du groupement, avec toutes les conséquences juridiques qui en découlent.

Devant toutes ces incertitudes, pour lever tous les doutes et ne pas donner prise aux discussions

éventuelles, on décida lors de l'examen du projet par la Société des Études législatives d'ajouter la disposition formelle qui suit :

« En cas de dissolution du syndicat, par quelque mode que ce soit, il ne peut être attribué aux associés une part quelconque des biens du syndicat. »

V. — Enfin, pour terminer l'examen critique de ce qu'on nous propose comme futur texte législatif, il convient de nous féliciter de voir qu'une modification profonde est apportée au régime des Unions de syndicats. Il convient de remarquer, et nous l'avons déjà fait en étudiant le projet lui-même, que si le législateur consacrait les dispositions nouvelles, il ne ferait que revenir sur les intentions premières des auteurs de la loi de 1884. Or ici, dans la matière des syndicats agricoles, plus qu'ailleurs, l'utilité de pouvoir grouper les associations professionnelles s'est fait sentir. Une expérience de plus de vingt années a démontré, en effet, qu'il fallait encourager le développement des syndicats à faible rayon. En France nous comptons près de 3.900 syndicats agricoles, ce qui indique que chacun d'eux groupe en moyenne 9 communes. On voit par là que le mouvement syndical se développe d'autant mieux que les individus se connaissent davantage. On hésite d'autant moins à entrer dans un groupement semblable que ceux qui en font partie vous sont moins étrangers ; et la vie syndicale sera d'autant plus intense que la circonscription embrassée sera plus restreinte. C'est

un pur fait d'expérience qui s'explique d'ailleurs assez bien par la mentalité des gens de la campagne. Mais par contre, au point de vue des services d'achat et vente, le petit syndicat présente une infériorité sérieuse par rapport au syndicat à grand rayon. Le chiffre des commandes qu'il groupe ou des offres de vente qu'il fait est trop faible pour qu'il puisse obtenir le maximum de conditions avantageuses. Le régime des Unions permet de concilier les deux points de vue. Les petits syndicats, institution bonne en elle-même, n'ont qu'à recourir au régime des Unions pour s'assurer les mêmes avantages que ceux présentés à leurs membres par les grands syndicats.

CHAPITRE XIII

Le 18 décembre 1908, MM. de Gailhard-Bancei et plusieurs de ses collègues ont déposé sur le bureau de la Chambre des députés une proposition de loi que nous allons examiner :

I. — Tout d'abord c'est un projet de capacité commerciale pour tous les syndicats. L'exposé des motifs le dit et l'explique très justement : « Il se peut en effet qu'un syndicat de petits commerçants soit sollicité par ses membres d'acheter au prix du gros des marchandises que ceux-ci, abandonnés à eux-mêmes, ne pourraient acheter qu'au prix du demi-gros, ou à des conditions de qualités et de crédit moins avantageuses. Il est également possible que des ouvriers ou des ouvrières trouvent un avantage à se procurer leurs instruments de travail ou à vendre des objets de leur fabrication par l'intermédiaire de leur syndicat. Pourquoi ce droit leur serait-il refusé ? Les agriculteurs ne sollicitent pas de privilèges, ils seraient heureux de voir les petits commerçants et les ouvriers de l'industrie bénéficier comme eux de la loi qu'ils réclament. »

Au cours de ce travail nous avons maintes fois

repris cette idée, aussi peut-on penser immédiatement que nous ne saurions qu'y applaudir.

II. — L'article unique du projet est ainsi conçu dans son premier paragraphe : « Les syndicats professionnels institués par la loi du 21 mars 1884 pourront, à la condition d'être administrés gratuitement et de ne pas réaliser de bénéfices commerciaux : acheter pour les revendre à leurs seuls membres, toutes matières, animaux, machines, instruments, et généralement tous objets propres à l'exercice de leur profession ou métier, et faire pour eux toute opération de vente des produits de la profession ou métier. »

C'est, on le voit, dans une formule large quoique précise, la faculté pour un syndicat quelconque d'acheter à l'avance, sans aucune distinction possible, tous les produits propres à l'exercice de la profession. La faculté est suffisamment restreinte pour que les produits alimentaires pour l'homme n'y puissent pas être compris.

On ne trouve pas d'autre part les restrictions proposées par M. Ruau pour permettre ou empêcher l'achat préalable, et qui, nous l'avons vu, n'avaient aucun fondement logique valable.

Ici ce ne sont plus les mêmes « chinoiseries » pour distinguer l'outil qu'on ne peut procurer au cultivateur par le syndicat, de l'instrument et de l'appareil pour lesquels cet intermédiaire est possible.

La vente des produits des syndiqués est également

possible, ce dont nous ne pouvons encore que féliciter les auteurs du projet.

On ne dit rien de la transformation, mais quoique ce soit un détail de seconde importance, rien ne dit qu'après une étude plus approfondie de ce projet, on ne l'admettrait pas.

Le second paragraphe du même article est ainsi conçu : « Ils pourront posséder eux-mêmes ces objets pour les mettre à la disposition de leurs membres, par prêts ou locations, en vue de l'exercice de leur profession ou métier. »

Ce que nous avons dit au sujet du projet Ruau à propos des syndicats d'outillage agricole trouve ici son application. Nous sommes partisans de ces prêts et locations. On cherchera à rémunérer l'amortissement, les frais généraux, l'entretien des machines, par une taxe, et s'il reste un bénéfice, il en sera de lui comme de ceux qui proviendraient d'une vente : on le verserait à la caisse commune.

Le projet se termine par ces deux paragraphes :

« Ils pourront employer les sommes provenant de leurs cotisations et de leurs réserves.

« Toutefois ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques, à des cours d'instruction professionnelle, à des champs d'expériences, à des ateliers d'apprentissage, à des magasins de dépôt de marchandises ou autres objets visés aux paragraphes précédents. »

III. — Cette proposition a rencontré l'opposition de la Commission de l'Agriculture ; il est vrai qu'elle arrivait à un mauvais moment : celle-ci venait en effet d'étudier et d'approuver le projet Ruau, et nous venons de voir que les dispositions n'en concordent pas beaucoup. Le rapporteur du projet gouvernemental dans son rapport consacre un chapitre plein de fiel à la nouvelle proposition. Il reprend les arguments à l'aide desquels il avait mutilé la capacité commerciale qu'il accordait aux syndicats, il reprend les principes qui ont ridiculisé par ces mutilations illogiques le régime futur des syndicats économiques.

C'est d'abord la crainte d'« amener contre le monde agricole tout le commerce, surtout les petits détaillants », qui incite M. Decker-David à repousser la capacité commerciale comprenant « tous objets propres à l'exercice de la profession ».

Il va même jusqu'à croire que la nomenclature comprend, tacitement, les articles d'alimentation, de vêture, etc...

Il incrimine ensuite les « commandes non préalables ».

Or il est curieux de remarquer que le projet Ruau adopte partiellement ces conséquences, les prenant à moitié et s'arrêtant à une limite qui ne peut être qu'incertaine parce qu'elle est arbitraire. La proposition de M. de Gailhard-Bancel n'a que le beau défaut d'être logique.

IV. — D'ailleurs, voici ce que l'exposé des motifs répond aux objections éventuelles provenant des *petits* commerçants : « Nous croyons que ces commerçants se trompent en considérant les syndicats comme des concurrents dangereux, alors surtout que ceux-ci entendent limiter à ce qui intéresse leur profession les opérations qu'ils demandent à être autorisés à faire. Que les commerçants veuillent examiner la question sous tous ses aspects, et ils constateront bien vite que cette concurrence apparente, bien loin de nuire à leurs intérêts, les a servis beaucoup au contraire et les servira encore.

« Grâce aux syndicats, les cultivateurs qui constituent la principale clientèle du petit commerce, ont vu leurs produits, et partant leurs ressources s'accroître dans une large mesure. Or quand le paysan a de l'argent, il achète davantage ; il se nourrit mieux, il s'habille mieux, il fait des améliorations à sa maison ; en un mot, il fait des dépenses dont il sait se priver quand l'argent lui manque ; et n'est-ce pas le commerce local, la petite industrie locale qui bénéficie de l'argent ainsi dépensé ?

« Si l'on voulait dresser une statistique des années qui ont été bonnes pour l'agriculture, c'est dans les livres des petits commerçants qu'il faudrait faire des recherches.

« Les agriculteurs ne demandent qu'à vivre en bonne intelligence avec le petit commerce, ils ne songent aucunement à abuser de l'avantage du nombre qu'ils possèdent incontestablement pour lui

nuire. *Ils le pourraient peut-être en créant de vastes coopératives de consommation* ; ils n'ont pas le désir de le faire ; ils savent qu'ils ont besoin du petit commerce, comme le petit commerce a besoin d'eux. »

Nous n'avons rien à ajouter à de telles paroles, et le dernier argument des coopératives montre combien il est inutile de vouloir protéger les petits boutiquiers qu'une coopérative pourrait aussi bien couler.

CHAPITRE XIV

Nous ne voudrions pas terminer cette étude sans parler d'un projet de loi déposé par MM. Waldeck-Rousseau et Millerand le 14 novembre 1899. Il pourra paraître illogique de n'avoir pas procédé dans l'ordre chronologique pour examiner ces diverses propositions de loi. Cependant, après avoir montré que l'arrêt de la Cour de cassation du 24 mai 1908 était seul la cause des différents projets précédemment examinés, ceux-ci n'étant que des remèdes apportés à un état de choses jugé périlleux par certains, il nous a paru impossible logiquement de ne pas heurter l'ordre chronologique.

MM. Waldeck-Rousseau et Millerand ont donc déposé, il y a dix ans, un projet tendant à modifier la capacité commerciale des syndicats dans un sens intéressant.

Les auteurs vont même jusqu'à ne lui assigner aucune limite. Ils reconnaissent aux associations professionnelles le droit d'acquérir et de posséder, à titre onéreux ou à titre gratuit, tous biens meubles et immeubles; et le droit, en se conformant à certaines obligations spéciales, de faire des actes de commerce et par là de développer et de faire fructifier leurs

ressources. Ce projet reconnaît au syndicat, auquel la personnalité civile est accordée dans cette mesure, la propriété des cotisations ou des valeurs qui en représentent l'emploi. Cette propriété ne réside pas sur la tête de chacun des syndiqués, mais sur celle du syndicat envisagé comme une personne morale distincte de celle de ses membres. « En ce point le projet de loi n'innove pas, disent les auteurs dans l'exposé des motifs, et il applique, en les précisant, les conséquences mêmes du principe posé en 1884. »

« Si le syndicat fait des actes de commerce, dit plus loin le même exposé, s'il obtient et exploite des concessions, ne s'agirait-il que de main-d'œuvre sans aucune fourniture de matériaux, alors une société se juxtapose au syndicat. C'est ce qui existe d'ailleurs pour les caisses de secours mutuels et de retraites constituées par les syndicats. Celui-ci fournit un personnel tout trouvé, uni déjà par des relations de communauté professionnelle. Mais il n'y a pas moins, d'une façon plus ou moins explicite, société distincte. Alors, dit toujours l'exposé des motifs, chaque intéressé doit avoir sa part de bénéfices et sa part d'actif. Il appartiendra aux statuts de les régler, comme aussi les conditions auxquelles les membres sortant du syndicat, et par suite de la société, verront liquider leurs droits, suivant leur part contributive et le temps passé par eux dans l'association. »

Le projet facilite la constitution de sociétés commerciales syndicales, à responsabilité limitée. Les lois du 24 juillet 1867 et du 1^{er} août 1893 ont déjà favo-

risé à un haut degré la formation des associations ouvrières : la première en n'exigeant que la réunion de sept personnes ayant souscrit chacune une action de 50 francs, et en ayant versé le dixième ; la deuxième en autorisant les actions de 25 francs. Le projet n'exige pas que chacun des membres du syndicat qui voudra faire des opérations commerciales souscrive une action et en verse le dixième ; le syndicat, personne civile, pourra être propriétaire de la totalité des actions, et les administrateurs de la société commerciale ne seront pas tenus d'être individuellement actionnaires. L'assemblée générale sera formée de mandataires désignés par le syndicat. Il n'est en rien dérogé aux prescriptions de dépôt et de publication des statuts, les tiers appelés à faire des actes de commerce avec le syndicat devant être avertis de la composition initiale de la société et de ses modifications ultérieures.

Un syndicat dont le patrimoine se sera accru pourra être, il est vrai, tenté de fermer sa porte aux adhésions nouvelles en exigeant un prix trop élevé pour les admissions : ce fait ne constituera-t-il pas une entrave au libre exercice de l'industrie et du travail ? L'exposé des motifs du projet de cette loi nous rassure à ce sujet : « Tout syndicat, dit-il, qui abandonne la défense des intérêts généraux de la profession voit surgir en face de lui un syndicat nouveau ; l'expérience l'a déjà suffisamment constaté.

Enfin, pour couronner l'œuvre, le projet donne aux Unions de syndicats le droit d'ester en justice

et celui de posséder les immeubles nécessaires à leur fonctionnement. On reconnaît ainsi qu'il n'y a aucun motif plausible pour obliger les syndicats à recourir à un artifice légal, lorsqu'ils veulent posséder en commun les locaux de leurs assemblées générales, leurs bibliothèques, leurs collections de modèles ou d'instruments, etc... Des asiles ou des refuges pour les chômeurs et les voyageurs, des maisons de retraite pour les vieillards et les infirmes peuvent être aussi l'œuvre d'une Union de syndicats plutôt que celle d'un syndicat isolé.

II. — Tel est donc ce projet qui date d'une dizaine d'années. Depuis lors, l'un de ses auteurs est mort, et l'autre, semblant abandonner l'œuvre commune, s'est rallié dernièrement avec M. Dubief à une autre solution du même problème de la capacité commerciale des syndicats, que nous avons précédemment étudiée et critiquée.

La proposition de loi de 1899 semble donc avoir peu de chances pour elles devant le Parlement, à moins que celui-ci, lors de la discussion qui s'engagera devant lui des autres projets, ne trouve parmi ses membres un défenseur pour la faire aboutir.

Faudrait-il le regretter ou convient-il de le souhaiter? D'après les divers examens que nous avons précédemment faits et les idées que nous avons émises à leur occasion, on devine aussitôt que nous formerons des vœux pour le succès de la proposition de MM. Waldeck-Rousseau et Millerand.

Par elle le syndicat pourra se livrer à des opérations commerciales, sans aucune restriction à leur objet : donc ici pas de restrictions arbitraires ; et le résultat en sera, peut-être, des bénéfices pour le syndicat.

Les réserves ainsi accumulées serviront de trésor de guerre pour la lutte moins terre à terre, indispensable, sur le terrain des intérêts généraux des syndiqués. Car, il ne faut pas l'oublier, c'est là le but final de toute association professionnelle, et nous sommes d'avis qu'il n'y a pas lieu d'empêcher un syndicat d'employer tel moyen qu'il vaudra pour parvenir à ses fins.

Avec les capitaux amassés les institutions de prévoyance et de mutualité pourront passer du rêve à la réalité, et l'on ne saurait nier qu'il y a là des œuvres de toute première importance pour l'ouvrier ou bien l'agriculteur.

Qu'on n'aille d'ailleurs pas objecter que les préoccupations commerciales supplanteront le désir de lutter pour les intérêts supérieurs et généraux de la corporation !

L'exposé des motifs nous rappelle fort justement que la logique et la pratique surtout montrent la création de nouveaux syndicats pour suppléer aux défaillances de l'un d'eux.

Ce projet présente donc, à notre avis, une solution simple, sans restrictions arbitraires à l'objet de l'activité nouvelle, qu'il nous paraîtrait souhaitable d'adopter.

CHAPITRE XV

Il peut sembler intéressant maintenant, pour terminer cette étude, de faire un rapprochement entre les facultés que se proposent de consacrer les projets divers que nous venons d'étudier, et celles que l'arrêt de la Cour de cassation reconnaissait loïsibles aux syndicats. C'est en effet, nous l'avons vu, la décision de notre Cour suprême qui jeta l'alarme au cœur des agriculteurs, les diverses solutions législatives qui ont surgi ne sont que provoquées par les circonstances, ce sont avant tout des remèdes. Nous devons donc nous attendre à voir sortir de la comparaison prochaine une consécration des pratiques condamnées (sans quoi il était superflu de légiférer), et peut-être même, par une audace du législateur, un pas nouveau en avant.

I. — Rappelons tout d'abord les conclusions essentielles que nous avons tirées de notre étude de l'arrêt de la Cour de cassation :

Nous savons que la thèse soutenue par cette dernière est que le syndicat peut, mais doit borner son rôle à celui d'un mandataire gratuit. En cas de bénéfice réalisé en fin d'opération, le surplus doit être

restitué aux mandants sous forme de ristournes.

A cette condition donc, le syndicat pourra faire pour ses membres tous les achats, quelle que soit leur nature : machines agricoles, engrais, semences, et aussi denrées alimentaires, chaussures, vêtements, objets de ménage et de quincaillerie.

Si la Cour de cassation autorise le mandat quand il est exprès, elle ne saurait logiquement interdire le mandat tacite ou la gestion d'affaires : dès lors l'achat préalable est possible, puisque juridiquement on peut ainsi le justifier. Nous avons vu d'autre part que l'arrêt ne semblait aucunement faire un grief au syndicat de tels agissements.

II. — Il est maintenant curieux de voir ce qui, législativement alors, serait permis par les nouvelles propositions : M. Ruau interdit lui aussi les bénéfices puisqu'il y aura ristourne en fin d'exercice. Aucun pas nouveau n'est donc fait sur ce point par le nouveau texte : il consacre ce que personne ne conteste, c'est-à-dire le droit pour un syndicat de jouer vis-à-vis de ses membres le rôle de mandataire gratuit.

En second lieu nous avons vu avec quel soin arbitraire les objets d'achats étaient délimités. Qu'il nous suffise de rappeler la faculté pour le syndicat de jouer le rôle d'intermédiaire pour l'achat des « machines et instruments », et non pour les « outils ».

Or la Cour de cassation, trop large peut-être en la circonstance, autorise, implicitement il est vrai, toutes les natures d'achats. Ici au lieu de faire un

pas en avant, nous reculons vis-à-vis de l'arrêt de la Cour suprême.

Enfin nous savons qu'en principe les achats préalables sont interdits par le projet Ruau. On ne fait une exception, tout à fait arbitraire, c'est indéniable, que pour les engrais par exemple, à l'exclusion des machines agricoles. Nous ne pouvons nous empêcher de noter que la faculté d'approvisionnement était également reconnue par le fameux arrêt. Dès lors il ne semble plus rester grand'chose du projet Ruau qui vaille la peine d'être retenu, puisqu'il est une restriction aux pouvoirs actuels de nos associations professionnelles.

III. — Voyons maintenant le projet Millerand-Dubief : L'absence de bénéfice est ici encore proclamée comme principe. Rappelons cependant que sa pureté est altérée puisqu'il y aura inévitablement bénéfice social. On paraît le regretter, ne l'admettre qu'à contre-cœur, puisqu'on le veut aussi faible que possible, l'idéal étant de le voir nul.

En ce cas c'est la consécration, ou presque, de l'état actuel de la jurisprudence, puisqu'on veut que le syndicat se rapproche le plus possible du mandataire à titre gratuit. Rien de nouveau par conséquent, ou presque rien, dans l'intention des auteurs du projet.

Quant à la nature des achats, ici aussi nous trouvons une restriction apportée à la jurisprudence. Reconnaissons immédiatement et bien volontiers que

la nomenclature de l'objet des achats n'est pas établie d'une façon aussi arbitraire ; on y reconnaît un principe directeur.

Mais enfin la Cour de cassation en autorisant le syndicat à remplir les fonctions de mandataire comme les définit le Code civil, n'a pas eu l'intention d'y apporter des bornes spéciales.

En troisième lieu le projet Millerand, étudié par la Société des Études législatives, autorise les achats préalables, sans aucune restriction, de toutes les matières dont la liste est énumérée : sans doute, c'est fort heureux, mais personne n'a jamais vu là une cause de délit !

Constatons encore une fois que cette proposition de loi est plutôt moins libérale que l'arrêt incriminé.

Sur ces trois points que nous étudions, le projet Gailhard-Bancel est identique au projet Millerand-Dubief, nous lui ferons donc les mêmes griefs. Quant au projet Waldeck-Rousseau-Millerand, comme il est antérieur à la crise actuelle, nous ne saurions faire le rapprochement qui nous occupe à l'heure présente.

IV. — En résumé les innovations apportées par les propositions nouvelles, comme remèdes à une situation que d'aucuns ont jugée dangereuse, sont loin d'être aussi avantageuses que le croient ceux-là mêmes qui les lancent. Des perfectionnements de détails (et qui, s'ils sont fort désirables, n'ont aucun caractère d'urgence) sont seuls à noter dans le mou-

vement actuel: et parmi eux la capacité civile accordée aux Unions de syndicats n'est certes pas le plus négligeable. Mais pour cela, point n'est besoin d'un texte nouveau légiférant principalement et inutilement sur d'autres matières, au risque de créer de nouveaux dangers. Qu'on supprime simplement l'interdiction faite aux Unions de jouir des avantages syndicaux! Autrement le remède serait pire que le mal, si mal il y a! Et maintenant pour terminer cette étude, si l'on veut notre avis par une comparaison, nous dirons que le spectacle de cette agitation législative nous fait l'effet de celui qu'on voit parfois dans la rue: un homme fort en attaque un plus faible; un spectateur de cette scène veut intervenir pour le plus faible qui a raison, mais il se trompe, et c'est précisément lui qu'il accable de ses coups.

Vu : le Président de la thèse

SOUCHON

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

